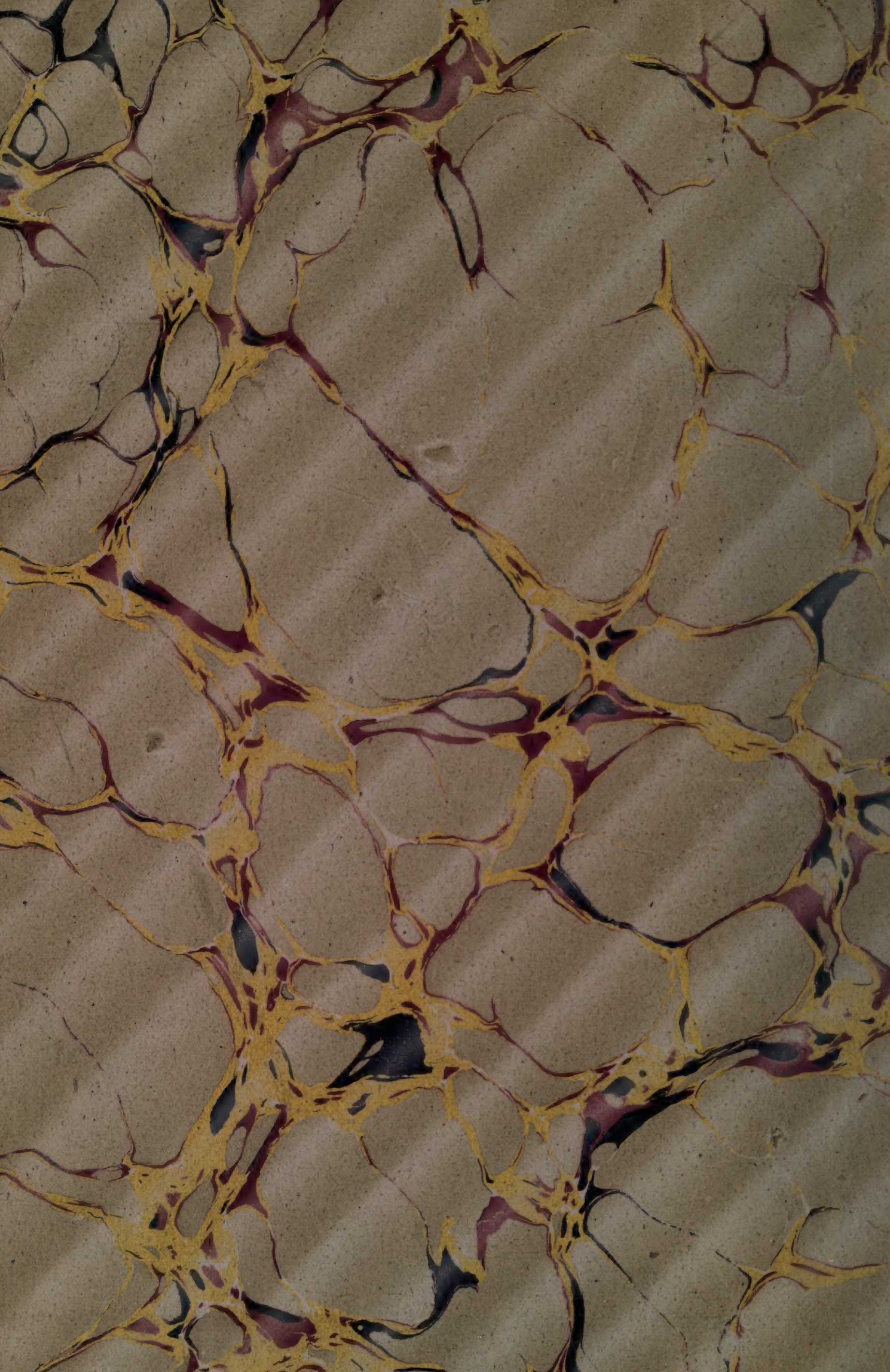
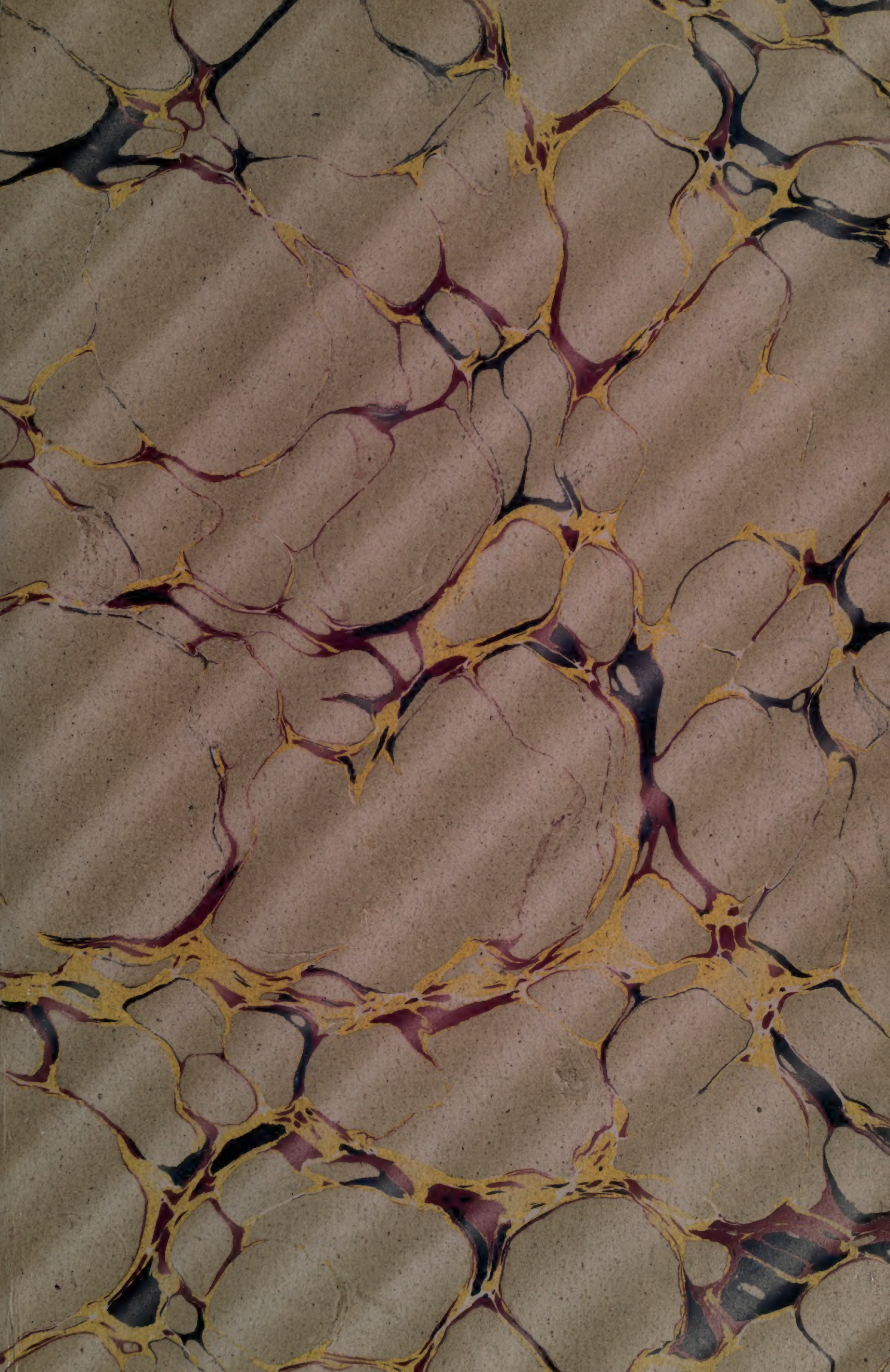
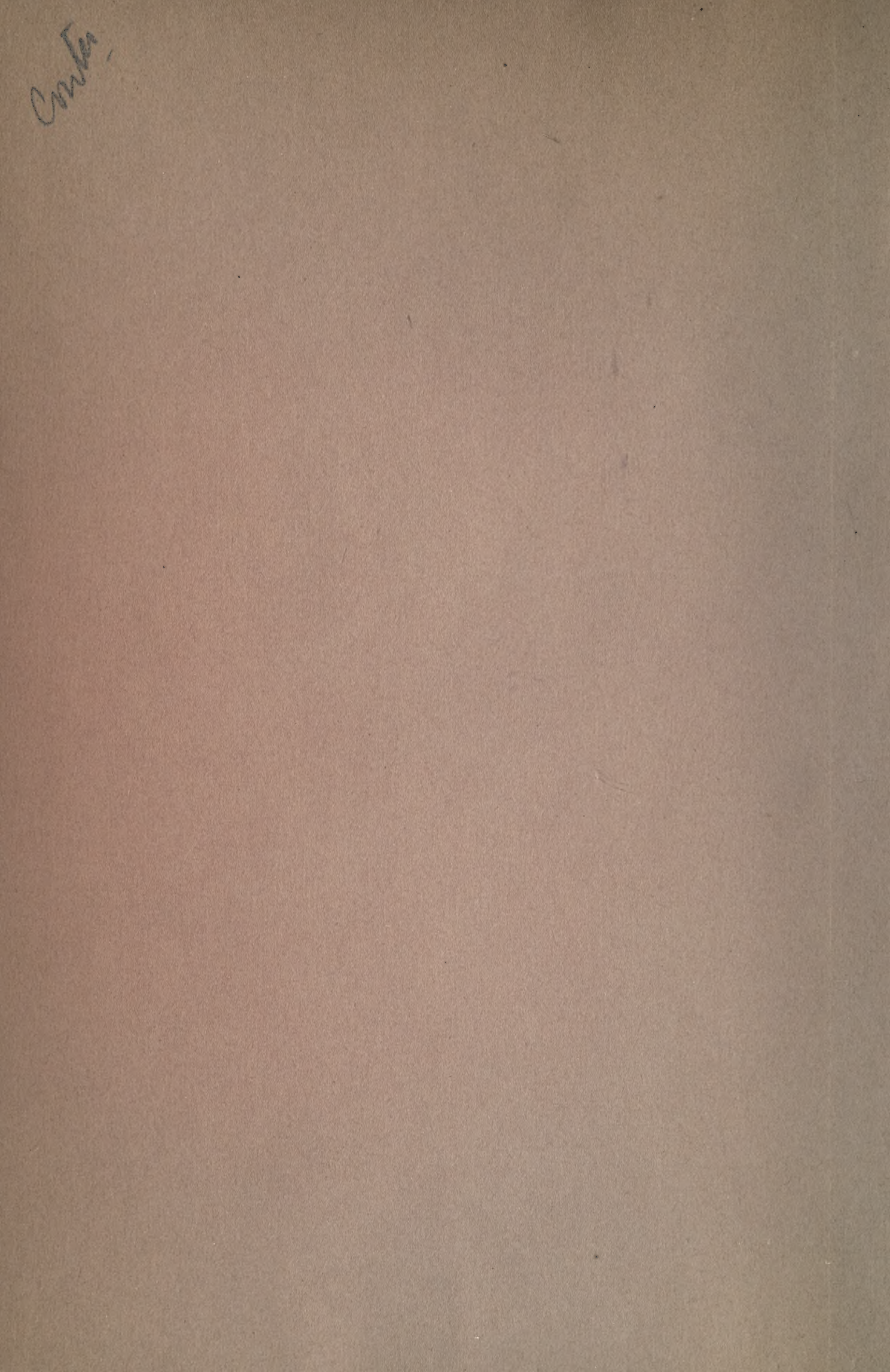








LÉGISLATION ALLEMANDE POUR
LE TERRITOIRE BELGE OCCUPÉ

Législation Allemande pour le Territoire Belge Occupé

(TEXTES OFFICIELS)

REDIGÉE PAR

CHARLES HENRY HUBERICH

DOCTEUR EN DROIT, ANCIEN PROFESSEUR DE DROIT À L'UNIVERSITÉ STANFORD (CALIFORNIE), MEMBRE DU BARREAU DE LA COUR SUPRÊME DES ÉTATS UNIS DE L'AMÉRIQUE, AVOCAT
LA HAYE - PARIS - BERLIN - HAMBOURG

ET

ALEXANDER NICOL-SPEYER

DOCTEUR EN DROIT, AVOCAT À LA COUR DE CASSATION DES PAYS-BAS
LA HAYE - ROTTERDAM



LA HAYE
MARTINUS NIJHOFF
1915

INTRODUCTION.

La législation établie par le gouvernement allemand pour la partie du territoire de la Belgique occupée par l'autorité militaire a une importance exceptionnelle non seulement à cause des problèmes spéciaux d'ordre social et économique réclamant une solution immédiate et à laquelle cette législation doit pourvoir, mais avant tout, comme exemple rare de l'exercice du pouvoir législatif par un Etat belligérant en territoire ennemi occupé. Les circonstances sous lesquelles cette législation est exercée, ainsi que les points qui doivent être réglés à ce sujet ont été prévus dans la quatrième Convention de la Haye de 1907 dans le passage qui traite des lois et usages de la guerre sur terre et dont le texte officiel français est le suivant:

Art. 42. Un territoire est considéré comme occupé lorsqu'il se trouve placé de fait sous l'autorité de l'armée ennemie.

L'occupation ne s'étend qu'aux territoires où cette autorité est établie et en mesure de s'exercer.

Art. 43. L'autorité du pouvoir légal ayant passé de fait entre les mains de l'occupant, celui-ci prendra toutes les mesures qui dépendent de lui en vue de rétablir et d'assurer, autant qu'il est possible, l'ordre et la vie publics en respectant, sauf empêchement absolu, les lois en vigueur dans le pays.

Art. 45. Il est interdit de contraindre la population d'un territoire occupé à prêter serment à la Puissance ennemie.

Art. 46. L'honneur et les droits de la famille, la vie des individus, et la propriété privée, ainsi que les convictions religieuses et l'exercice des cultes, doivent être respectés.

La propriété privée ne peut pas être confisquée.

Art. 48. Si l'occupant prélève, dans le territoire occu-

pé, les impôts, droits, et péages, établis au profit de l'Etat, il le fera, autant que possible, d'après les règles de l'assiette et de la répartition en vigueur, et il en résultera pour lui l'obligation de pourvoir aux frais de l'administration du territoire occupé dans la mesure où le Gouvernement légal y était tenu.

Art. 49. Si, en dehors des impôts visés à l'article précédent, l'occupant prélève d'autres contributions en argent dans le territoire occupé, ce ne pourra être que pour les besoins de l'armée ou de l'administration de ce territoire.

Art. 51. Ancune contribution ne sera perçue qu'en vertu d'un ordre écrit et sous la responsabilité d'un général en chef.

Il ne sera procédé, autant que possible, à cette perception que d'après les règles de l'assiette et de la répartition des impôts en vigueur.

Pour toute contribution, un reçu sera délivré aux contribuables.

Art. 53. L'armée qui occupe un territoire ne pourra saisir que le numéraire, les fonds, et les valeurs exigibles appartenant en propre à l'Etat, les dépôts d'armes, moyens de transport, magasins et approvisionnements et, en général, toute propriété mobilière de l'Etat de nature à servir aux opérations de la guerre.

Tous les moyens affectés sur terre, sur mer, et dans les airs à la transmission des nouvelles, au transport des personnes ou des choses, en dehors des cas régis par le droit maritime, les dépôts d'armes et, en général, toute espèce de munitions de guerre, peuvent être saisis, même s'ils appartiennent à des personnes privées, mais devront être restitués et les indemnités seront réglées à la paix.

Le gouvernement allemand exerçant la législation sur le territoire ennemi occupé a publié une série d'ordonnances, proclamations et avis officiels qui viennent en partie modifier ou donner de l'extension aux lois belges et en partie aussi créer de nouvelles mesures en faveur des intérêts politiques du gouvernement dominateur.

Un grand nombre de ces mesures, en particulier

celles de la deuxième catégorie, sont prises à l'instar de la législation provisoire allemande.

L'exercice des pouvoirs législatifs dans la partie occupée de la Belgique est attribué au Gouverneur-Général de la Belgique. Ces fonctions ont été confiées par Ordre de Cabinet Impérial du 26 août 1914 au Baron von der Goltz, remplacé depuis par le Baron von Bissing. En même temps qu' était créée cette fonction, une Administration civile était instituée sous la direction du Dr. von Sandt.

Les lois, ordonnances, proclamations et avis de ce gouvernement sont publiés dans le „Bulletin des Lois et Arrêtés pour le territoire occupé de la Belgique" dont le premier numéro a paru à Bruxelles le 5 septembre 1914. Depuis ce bulletin a paru irrégulièrement. Une ordonnance du 23 decembre 1914 fait savoir toutefois, que toutes les informations qui, conformément aux lois belges paraissent au „Moniteur Belge", doivent être publiées dans le dit „Bulletin des Lois et Arrêtés pour le territoire occupé de la Belgique".

Les lois belges, tant celles admises dans les codes que les autres, restent en vigueur, à l'exception de celles qui ont été formellement abrogées ou qui ne s'accordent plus avec la situation politique modifiée.

Il faut signaler ici, à titre d'exemple de reglementation légale de la situation, au point de vue du droit public, du territoire occupé de la Belgique, l'ordonnance du 19 novembre 1914 déclarant que l'Empire allemand, l'Autriche-Hongrie et la Turquie ne doivent pas être considérées comme puissances étrangères belligérantes dans le sens de l'art. 113 du Code pénal belge et de la loi du 4 août 1914 (Loi sur les crimes et délits contre la sûreté extèrieure de l'Etat).

La loi belge du 4 août 1914 (loi relative aux déléga-

tions en cas d'invasion du territoire) a été formellement abrogée par ordonnance du 3 décembre 1914 et les pouvoirs des gouverneurs provinciaux sur les administrations provinciales et communales sont transmis au gouvernement impérial militaire allemand. Le pouvoir royal existant en vertu du droit public belge est exercé par le Gouverneur-Général. Quant à la loi du 4 août 1914 réglant le pouvoir législatif exercé par les Députations permanentes, les Conseils provinciaux et les Conseils communaux sous réserve de la sanction du Roi ou du gouverneur provincial, il est fixé que la dite sanction doit émaner à l'avenir du gouverneur-général, alias gouverneur impérial militaire allemand. Toutes les lois et ordonnances belges concernant le Milice et la Garde civique sont été abrogées par ordonnance du 12 décembre 1914.

L'on peut signaler encore ici comme pouvant être d'intérêt général, l'ordonnance retirant à la „Banque Nationale de Belgique" le privilège d'émettre les billets de banque en le transférant à la Société Générale de Belgique. De plus la législation allemande règle le contrôle à exercer sur des entreprises dont la nature ou l'exploitation pourraient être jugés contraires aux intérêts allemands. La législation renferme aussi des interdictions d'effectuer des paiements à la Grande-Bretagne, à la France et à la Russie.

Considérant la difficulté de se procurer une édition officielle de cette législation, les auteurs de la présente série ont reproduit littéralement le texte des lois tel qu'il figure dans le „Bulletin des Lois et Arrêtés pour le territoire occupé de la Belgique" sans même en corriger aucune expression qui pourrait être fautive. Le texte allemand est donné comme texte original; les traductions française et flamande (hollandaise) sont celles mêmes qui figurent dans le

„Bulletin des Lois et Arrêtés". Par conséquent la présente publication contient une reproduction complête de toute la législation mise en vigueur pour les territoires occupés de la Belgique, telle qu'elle a paru dans les numéros 1—25 du Bulletin des Lois et Arrêtés, c. à. d. du 5 septembre au 25 décembre 1914. A côté de la date et du numéro du Bulletin des Lois et Arrêtés est indiquée la page où l'on trouvera chaque information.

La Haye—Rotterdam,
Février, 1915.

C. H. H.
A. N.-S.

Gesetz- und Verordnungsblatt
für die okkupierten Gebiete Belgiens.

Bulletin officiel des Lois et Arrêtés pour le territoire belge occupé.

Wet- en Verordeningsblad voor de bezette streken van België.

No. 1. — 5. SEPTEMBER 1914. Pag. 1.

Seine Majestät der Kaiser haben durch Allerhöchste Cabinetsorder d. d. Grosses Hauptquartier den 26. August 1914 Seine Excellenz den Herrn General-Feldmarschall Freiherrn von der Goltz zum Generalgouverneur in Belgien, und zum Verwaltungschef bei dem Generalgouverneur Seine Excellenz den Herrn Dr. von Sandt zu ernennen geruht.

Par ordre du 26 août 1914, donné au Quartier Général de l'armée, Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne a daigné nommer Gouverneur Général en Belgique Son Excellence Mr. le Feld-Maréchal Baron von der Goltz, et Chef de l'Administration civile près le Gouverneur Général Son Excellence Mr. von Sandt.

Zijne Majesteit de Keizer van Duitschland heeft, door Allerhoogste Kabinetsorder, gegeven Groot Hoofdkwartier den 26 augustus 1914, benoëmd tot Gouverneur Generaal in België Zijne Excellentie den

Generaal-Veldmaarschalk heer Baron von der Goltz, en tot hoofd der burgerlijke administratie bij den heer Gouverneur Generaal Zijne Excellentie den heer von Sandt.

PROKLAMATION. Pag. 1.

Seine Majestät der Deutsche Kaiser haben geruht, mich nach Okkupierung belgischen Gebiets zum Generalgouverneur in Belgien zu ernennen. Ich habe den Sitz des Generalgouvernements in Brüssel (Ministerium der schoenen Künste rue de la Loi) aufgeschlagen.

Auf Grund weiterer Anordnung Seiner Majestät ist dem Generalgouverneur eine Zivilverwaltung angegliedert, (Kriegsministerium rue de Louvain) an deren Spitze Seine Exzellenz Herr von Sandt steht.

Die deutschen Heere dringen siegreich in Frankreich vor. Hier im belgischen Gebiete Ruhe und Ordnung aufrecht zu erhalten, ist die Aufgabe des Generalgouvernements.

Jede feindselige Handlung der Einwohnerschaft gegen Angehörige des deutschen Heeres, jeder Versuch, ihren Verkehr mit der Heimat zu stören, Eisenbahnen, Telegraphen, Fernsprechverbindungen zu gefärden, oder gar zu unterbrechen, wird unnachsichtlich geahndet werden. Aufruhr oder Widerstand gegen die deutsche Verwaltung haben rücksichtslose Niederwerfung zu gewärtigen.

Die harte Notwendigkeit des Krieges bringt es mit sich, dass bei Bestrafung feindseliger Handlungen Unschuldige mit den Schuldigen leiden. Umsomehr ist es Pflicht aller verständig denkenden Bewohner Belgiens, die unruhigen Elemente

im Lande von jeder Ausschreitung gegen die öffentliche Ordnung abzuhalten.

Kein belgischer Bürger, der friedfertig seinem Erwerbe nachgeht, hat irgend etwas von seiten der deutschen Truppen und Behörden zu befürchten. Soweit irgend möglich, sollen Handel und Wandel wieder aufgenommen, die industriellen Betriebe wieder in Gang gebracht und die Einbringung der Ernte vollendet werden.

Belgier!

Von Niemand wird Verleugnung seiner vaterländischen Gesinnung verlangt, wohl aber eine vernünftige Fügsamkeit und unbedingter Gehorsam gegen die Anordnungen des Generalgouvernements. Von Eurem Verhalten, von dem Vertrauen und dem Masse der Unterstützung, die das Volk, insbesondere die im Lande verbliebenen Staats- und Gemeindebeamten, dem Generalgouvernement entgegen bringen, wird es abhängen, ob die neue Verwaltung Euch und Eurem Lande zum Segen gereicht.

Gegeben Brüssel, den 2. September 1914.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, après l'occupation de la plus grande partie du territoire Belge, a daigné me nommer Gouverneur Général en Belgique. J'ai établi le siège du Gouvernement Général à Bruxelles (Ministère des Beaux-Arts).

Par ordre de Sa Majesté, une administration civile a été installée auprès du Gouvernement Général (Ministère de la Guerre). Son Excellence Monsieur von Sandt a été appelé aux fonctions de chef de cette administration.

Les armées Allemandes s'avancent victorieusement en France. Ma tâche sera de conserver la tranquillité et l'ordre public en territoire Belge.

Tout acte hostile des habitants contre les militaires Allemands, toute tentative de troubler leurs communications avec l'Allemagne, de gêner ou de couper les services des chemins de fer, du télégraphe et du téléphone sera puni très sévèrement. Toute résistance ou révolte contre l'Administration Allemande sera réprimée sans pardon.

C'est la dure nécessité de la guerre que les punitions d'actes hostiles frappent, en dehors des coupables, aussi des innocents. Le devoir s'impose d'autant plus à tous les citoyens raisonnables d'exercer une pression sur les éléments turbulents en vue de les retenir de toute action dirigée contre l'ordre public.

Les citoyens Belges désirant vaquer paisiblement à leurs occupations n'ont rien à craindre de la part des troupes ou des autorités allemandes. Autant que faire se pourra, le commerce devra être repris, les usines devront recommencer à travailler, les moissons être rentrées.

Citoyens Belges,

Je ne demande à personne de renier ses sentiments patriotiques. Mais j'attends de vous tous une soumission raisonnable et une obéissance absolute vis-à-vis des ordres du Gouvernement Général. Je vous invite à lui montrer de la confiance et à lui prêter votre concours. J'adresse cette invitation spécialement aux fonctionnaires de l'Etat et des communes qui sont restés à leurs postes. Plus vous donnerez suite à cet appel, plus vous servirez votre patrie.

Fait à Bruxelles, le 2 septembre 1914.

Zijne Majesteit de Keizer van Duitschland na bezetting van het grootste gedeelte van het belgisch territorium, heeft mij tot Generaal-Gouverneur in België benoemd; Ik heb den zetel van het Generaal-Gouvernement in Brussel (Ministerie van Schoone Kunsten) opgeslagen.

Op bevel van zijne Majesteit, is er eene burgerlijke administratie bij het Generaal-Gouvernement ingericht. Zijne Excellentie de heer von Sandt is benoemd tot hoofd dezer administratie (Zetel: Ministerie van Oorlog).

De duitsche troepen dringen overwinnend in Frankrijk binnen. Mijne taak zal zijn de kalmte en openbare orde op belgisch gebied oprecht te houden.

Alle vijandelijke handeling der inwoners tegen aangehorigen van het duitsche leger, alle verzoek den verkeer met Duitschland te storen, den dienst der ijzeren wegen, des telegraafs en des telefoons te belemmeren of te breken, zal zeer streng gestraft worden. Iedere wederstand of revolte tegen de duitsche administratie zal zonder genade gestraft worden.

Het is de harde noodzakelijkheid van den oorlog, dat de straffen van vijandelijke handelingen, buiten de schuldigen ook de onschuldigen treffen. Des te meer is het de plicht van alle verstandige burgers op de onrustige elementen eenen druk uit te oefenen, deze van iedere handeling tegen de openbare orde te weerhouden.

De belgische burgers, die wenschen in rust hare nijverheid na te gaan, hebben niets te vreezen van wege de troepen of de duitsche autoriteiten. Zooveel het mogelijk zal zijn, moet de handel hernomen, de fabrieken in 't werk hersteld, de oogst binnengebracht worden.

Belgische burgers,

Ik vraag aan niemand zijne patriotische gevoelens te ontzeggen. Maar ik verwacht van U allen eene verstandige onderwerping en eene volledige gehoorzaamheid tegenover de bevelen van het Generaal-Gouvernement. Ik verzoek U hem vertrouwen te schenken en hem Uwe hulp te verleenen. Ik richt dezen verzoek hoofdzakelijk aan alle ambtenaars van den Staat en van de gemeenten, die op hunne plaats gebleven zijn.

Hoemeer U dezen wensch voldoen zult, des te meer zult U Uw vaderland nuttig zijn.

Gegeven te Brussel, den 2. September 1914.

VERORDNUNG. Pag. 4.

betreffend die verbindliche Kraft der vom Generalgouverneur für die okkupierten Gebieten Belgiens erlassenen Gesetze und Verordnungen.

Die vom Generalgouverneur für die okkupierten Gebiete Belgiens erlassenen Gesetze und Verordnungen werden in deutschem Wortlaut erlassen und erlangen, soweit in denselben nicht ein anderer Anfangstermin bestimmt wird, mit dem Ablauf des Tages, an dem das betreffende Stück des Gesetz- und Verordnungsblattes für die okkupierten Gebiete Belgiens in Brüssel ausgegeben worden ist, ihre verbindliche Kraft.

Brüssel, den 3. September 1914.

Arrêté relatif à la mise en vigueur des Lois et Arrêtés émis pour le territoire belge occupé.

Les Lois et Arrêtés pour le territoire belge occupé,

émis par le Gouverneur Général, seront rédigés en langue allemande. Leur entrée en vigueur, à moins qu'un autre jour n'y soit expressément indiqué, date de la fin du jour où le numéro respectif du bulletin a paru.

Bruxelles, le 3 septembre 1914.

Verordening nopens de verplichtende kracht der door den Gouverneur-Generaal voor de bezette streken van België gegeven wetten en verordeningen.

De wetten en verordeningen gegeven door den Gouverneur Generaal voor de bezette streken worden in de duitsche taal gegeven en verkrijgen hare verplichtende kracht met den afloop van den dag, waarop het betrokken stuk van het wet- en verordeningsblad verschenen is, voorzoover erin niet een ander aanvangstermijn aangeduid is.

Brussel, den 3 september 1914.

No. 2. — 11 SEPTEMBER 1914. Pag. 5.

VERORDNUNG.

Die durch Verordnung des Königs der Belgier vom 2. August dieses Jahres (Moniteur vom 3. August 1914, No. 215) gewährte und durch Verordnung des Königs der Belgier vom 6. August dieses Jahres (Moniteur vom 9 August 1914, No. 221) verlängerte Frist für Protesterhebungen und sonstige zur Wahrung des Regresses bestimmte Rechtshandlungen wird hierdurch verlängert und zwar einstweilen bis zum 30. September dieses Jahres.

Brüssel, den 10. September 1914.

Les délais pendant lesquels doivent être faits les protêts et tous actes conservant les recours, délais accordés par l'arrêté du Roi des Belges en date du 2

août 1914 (Moniteur du 3 août 1914, No. 215) et prorogés par arrêté du Roi des Belges en date du 6 août 1914 (Moniteur du 9 août 1914, No. 221), sont prorogés à nouveau par le présent arrêté provisoirement jusqu'au 30 September 1914.

Bruxelles, le 10 septembre 1914.

De door verordening des Konings der Belgiërs van 2 Augusti van dit jaar (Moniteur van 3 Augusti 1914, Nr. 215) toegestane en door verordening des Konings der Belgiërs van 6 Augusti van dit jaar (Moniteur van 9 Augusti 1914, Nr. 221) verlengde termijn voor protestverheffingen en andere waring van regres bestemde rechtshandelingen wordt hierdoor verlengd en wel voorloopig tot 30 September van dit jaar.

Brussel, 10 September 1914.

VERORDNUNG. Pag. 6.

Die durch Verordnung des Königs der Belgier vom 3. August dieses Jahres (Moniteur vom 4 August 1914, No. 216) erlassene und durch Verordnung des Königs der Belgier vom 6. August dieses Jahres (Moniteur von 9. August 1914, No. 221) abgeänderte Verfügung, betreffend die Zurückziehung von Bankguthaben, bleibt bis zum 30. September dieses Jahres in Kraft.

Brüssel, den 10. September 1914.

L'arrêté du Roi des Belges du 3 août 1914 (Moniteur du 4 août 1914, No. 216) concernant le retrait de fonds sur les dépôts en banque, arrêté modifié par l'arrête du Roi des Belges du 6 août 1914 (Moniteur du 9 août 1914, No. 221) reste en vigueur provisoirement jusqu'au 30 septembre 1914.

Bruxelles, le 10 septembre 1914.

Het door verordening des Konings der Belgiërs van 3 Augusti van dit jaar (Moniteur van 4 Augusti 1914, Nr. 216) uitgevaardigde en door verordening des Konings der Belgiërs van 6 Augusti van dit jaar (Moniteur van 9 Augusti 1914, Nr. 221) gewijzigde besluit, betrekkelijk de terugtrekking van banktegoed, blijft tot 30 September van dit jaar in kracht.

Brussel, 10 September 1914.

No. 3. — 21 SEPTEMBER 1914. Pag. 7.

VERORDNUNG
betreffend die Überwachung von Banken und Bankfirmen.

I. Die Geschäftsführung der belgischen Zweigniederlassungen solcher **nicht belgischen** Banken und Bankfirmen, die ihren Hauptsitz in einem mit dem Deutschen Reich im Kriegszustande befindlichen Staate haben, wird unter Wahrung des Eigentums und der Privatrechte während der Dauer des Krieges den Beschränkungen der § § 1 und 2 unterworfen.

§ 1. Die genannten Bank und Bankfirmen dürfen vom Tage der Veröffentlichung dieser Verordnung ab neue Geschäfte nur insoweit eingehen, als es erforderlich ist, um die alten Geschäfte abzuwickeln und die zur Erfüllung ihrer Verbindlichkeiten verwendbaren Aktiva flüssig zu machen.

§ 2. Die Aktiva, welche nach Begleichung der unter den jetzigen Umständen erfüllbaren Verpflichtungen verbleiben, sind während der Dauer des Krieges an einer noch zu bestimmenden Stelle zu hinterlegen.

II. Die **belgischen** Banken und Bankfirmen dürfen vom Tage der Veröffentlichung dieser Verordnung ab während der Dauer des Krieges ihren Geschäftsbetrieb nicht in einer den deutschen Interessen widerstreitenden Weise führen, sie dürfen insbesondere weder mittelbar noch unmittelbar Gelder oder sonstige Vermögenswerte in das feindliche Ausland, auch nicht in die von deu deutschen Truppen nicht besetzten Gebietsteile Belgiens abführen oder überweisen.

III. Zur Durchführung der Bestimmungen dieser Verordnung werden alle Banken und Bankfirmen unter Wahrung des Eigentums und der Privatrechte der Aufsicht des Generalgouverneurs in Belgien unterworfen, die von einem General-Kommissar in der Person des Herrn Geheimen Oberfinanzrates Dr. von LUMM ausgeübt wird. Der General-Kommissar ist berechtigt, seine Befugnisse auf Spezial-Kommissare zu übertragen.

Der General-Kommissar ist befugt, die zur Durchführung der Bestimmungen dieser Verordnung erforderlichen Massnahmen zu treffen und auch Ausnahmen zuzulassen. Seinen Anordnungen und Weisungen haben die Leiter und Angestellten aller beaufsichtigten Banken und Bankfirmen Folge zu leisten.

Der General-Kommissar ist insbesondere berechtigt:

a) die Bücher und Schriften der Banken und Bankfirmen einzusehen sowie den Bestand der Kasse und die Bestände an Wertpapieren, Wechseln etc. zu untersuchen, auch Auskunft über alle geschäftlichen Angelegenheiten zu verlangen,

b) geschäftliche Massnahmen jeder Art, insbesondere Verfügungen über Vermögenswerte und Mitteilungen über geschäftliche Angelegenheiten zu untersagen,

c) eine Stelle für erforderliche Hinterlegungen zu bestimmen.

IV. Der General-Kommissar ist berechtigt, von den Banken und Bankfirmen für die Einhaltung der Bestimmungen dieser Verordnung sowie der von ihm auf Grund dieser Verordnung getroffenen Anordnungen Kautionen zu verlangen. Im Falle der Übertretung gelten diese Kautionen ganz oder teilweise zu Gunsten des Deutschen Reiches als verfallen. Weitere Massnahmen gegen die verantwortlichen Personen bleiben vorbehalten.

V. Die durch die Kontrolle entstehenden Kosten sind von den beaufsichtigten Banken und Bankfirmen anteilig zu tragen.

Brüssel, den 18. September 1914.

Arrêté concernant la surveillance d'établissements de crédit et de maisons de banque.

I. La gérance des agences belges des établissements de crédit et de maisons de banque **non belges** dont le siège social se trouve dans un pays actuellement en état de guerre avec l'Empire Allemand, est soumise pendant la durée de la guerre aux restrictions contenues dans les § § 1 et 2, ceci tout en sauvegardant les droits de propriété et les droits privés.

§ 1. A partir de la date de la publication de cet arrêté, ces banques peuvent entamer de nouvelles affaires uniquement, pour autant que celles-ci soient nécessai-

res pour la liquidation d'affaires anciennes ou pour autant qu'elles servent à rendre liquides des actifs devant leur permettre de remplir leurs obligations.

§ 2. Après avoir effectué les paiements résultant de celles des obligations désignées ci-dessus, qui peuvent être remplies dans les circonstances actuelles, les actifs restant en solde doivent être dépisés pendant la durée de la guerre en un endroit à désigner ultérieurement.

II. A partir de la date de la publication de cet arrêté, les établissements de crédit et les maisons de banques **belges** ne peuvent traiter, pendant la durée de la guerre, leurs affaires d'une façon opposée aux intérêts allemands; il leur est interdit spécialement de virer ou de transmettre soit directement soit indirectement des fonds ou des objets de valeur ni à l'étranger ennemi, ni à des parties du territoire belge non occupées par les troupes allemandes.

III. Pour l'exécution de cet arrêté tous les établissements de crédit et les maisons de banque, tout en sauvegardant les droits de propriété et les droits privés, sont soumis au contrôle du Gouverneur Général en Belgique, contrôle qui sera exercé par un Commissaire Général en la personne de M. von LUMM, Geheimer Ober-Finanzrat.

Le Commissaire Général est autorisé à déférer ses pouvoirs à des commissaires spéciaux.

Le Commissaire Général est autorisé à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de cet arrêté. Il peut aussi accorder des exceptions. Les directeurs et employés des établissements de crédit et maisons de banque surveillés ont à donner suite à ses instructions et à ses ordres.

Le Commissaire Général est spécialement autorisé:

a) à inspecter les livres et les écritures, à faire l'inventaire de la caisse, des titres, des lettres de change, etc., et à exiger des renseignements sour toutes les affaires commerciales;

b) à interdire des mesures commerciales de toute nature, spécialement des dispositions concernant des objets de valeur, ainsi que des communications concernant des affaires commerciales;

c) à fixer un endroit où les dépôts nécessaires seraient à effectuer.

IV. Pour que les prescriptions de cet arrêté ainsi que les mesures prises en vertu de son exécution soient exécutées, le Commissaire Général est autorisé à exiger des cautions des établissements de crédit et des maisons de banque. En cas de contravention ces cautions sont considérées comme confisquées soit en partie soit au total au profit de l'Empire Allemand.

Des mesures ultérieures contre les personnalités responsables restent réservées.

V. Les frais provenant du contrôle sont à la charge des établissements de crédit et des maisons de banque surveillés, chacun y intervenant pour sa quote-part respective.

Bruxelles, le 18 Septembre 1914.

Verordening aangaande het toezicht over banken en bankfirma's.

I. *Het beheer van belgische filialen van zulke* **niet belgische** *banken en bankfirma's, die hun hoofdzetel hebben in een Staat die zich in oorlogstoestand met het Duitsche Rijk bevindt, wordt voor den duur des oorlogs, met bescherming van het privaat eigen-*

dom en de private rechten, onderworpen aan de beperkingen van § § 1 en 2.

§ 1. *Van af den dag van bekendmaking van deze verordening mogen de voornoemde banken en bankfirma's alleenlijk in zooverre nieuwe zaken beginnen, als deze noodzakelijk zijn om de oude zaken ten einde te brengen en zulke Aktieven los te maken die tot vervulling van hun verplichtingen bruikbaar zijn.*

§ 2. *De Aktieven welke overblijven naar vereffening van zulke verplichtingen die onder de huidige omstandigheden kunnen vervuld worden, moeten voor den duur van den oorlog in eene nog aan te duiden plaats gedeponeerd worden.*

II. *Van af den dag der bekendmaking van deze verordening en gedurende den oorlog, mogen* **belgische** *banken en bankfirma's hun zaken niet op eene wijze doen die in tegenstrijd is met de duitsche intresten, in het bijzonder mogen zij, noch middelbaar noch onmiddelbaar, geld of hetzij welke waarden zenden of uitbetalen naar het vijandelijk buitenland, en ook niet naar de gebiedsdeelen van België die niet door duitsche troepen bezet zijn.*

III. *Ten uitvoering der voorschriften van deze verordening worden alle banken en bankfirma's aan de toezicht van den Gouverneur-Generaal in België onderworpen, met bescherming van het privaat eigendom en de private rechten. Deze toezicht wordt uitgeoefend door een Commissaris-Generaal, den Heer Geheimen Ober-Finanzrat Dr. von LUMM, die gemachtigd is zijn bevoegdheden aan bijzondere commissarissen te overdragen.*

De Commissaris-Generaal is gemachtigd alle maat-

regelen te nemen die voor uitvoering der voorschriften van deze verordening noodig zijn, en ook uitzonderingen toe te laten. De bestuurders en beambten van alle gecontroleerde banken en bankfirma's moeten zijn aan zijne schikkingen en aanwijzingen gevolg geven.

In het bijzonder is de Commissaris-Generaal bevoegd:

a) de boeken en geschriften der banken en bankfirma's binnen te zien, het inventaris der kas, effecten, wissels, enz., te onderzoeken, en ook inlichtingen over alle zaken te verlangen;

b) maatregelen van allen aard voor handelszaken te verbieden, in het bijzonder beschikkingen over vermogenswaarden en mededeelingen over handelszaken;

c) eene bewaarplaats aan te duiden voor vereischte depositos.

IV. *De Commissaris-Generaal is bevoegd van de banken en bankfirma's borgstellingen te verlangen voor de goede uitvoering der voorschriften van deze verordening, evenwel als der schikkingen die door hem zullen getroffen worden op grond van deze verordening. In geval van overtreding van deze borgstellingen geheel of gedeeltelijk ten gunste van het Duitsche Rijk vervallen. Verdere maatregelen tegen de verantwoordelijke personen blijven voorbehouden.*

V. *De kosten door de toezicht ontstaan moeten door de gecontroleerde banken en bankfirma's, ieder voor zijne aandeel, gedragen worden.*

Brussel, den 18 September 1914.

No. 4. — 26. SEPTEMBER 1914. Pag. 11.

VERORDNUNG.

Die durch die Verordnung vom 10. September 1914 (Nr. 2 des Gesetz- und Verordnungsblattes für die okkupierten Gebiete Belgiens) bis zum 30. September d. J. verlängerte Frist für Protesterhebungen und sonstige zur Wahrung des Regresses bestimmte Rechtshandlungen wird hierdurch bis zum 31. Oktober d. J. verlängert.

Brüssel, den 23. September 1914.

Les délais pendant lesquels doivent être faits les protêts et tous actes conservant les recours, délais prorogés par l'arrêté du 10 septembre 1914 (Bulletin officiel des Lois et Arrêtés pour le territoire belge occupé, No. 2), sont prorogés à nouveau par le présent arrêté jusqu'au 31 octobre 1914.

Bruxelles, le 23 septembre 1914.

De door de verordening van 10en September 1914 (Wet- en Verordeningsblad voor de bezette streken van België, Nr. 2) verlengde termijn voor protestverheffingen en andere tot waring van regres bestemde rechtshandelingen wordt hierdoor opnieuw verlengd tot den 31en Oktober 1914.

Brussel, den 23en September 1914.

VERORDNUNG. Pag. 12.

Die durch die Verordnung vom 10. September 1914 (Nr. 2 des Gesetz- und Verordnungsblattes für die okkupierten Gebiete Belgiens) bis zum 30. September d. J. aufrecht erhaltenen Verordnungen

des Königs der Belgier vom 3. und 6. August 1914 (Moniteur vom 4. August 1914, Nr. 216 und vom 9. August 1914, Nr. 221), betreffend die Zurückziehung von Bankguthaben, bleiben bis zum 31. Oktober d. J. in Kraft.

Ferner wird verordnet, dass die Banken ausser den an die Konteninhaber zu leistenden Zahlungen,zu denen sie bisher verpflichtet waren, von heute ab auch in folgenden Fällen Zahlung leisten müssen:

1) Wenn die Beträge nachweisbar zur Entrichtung von geschuldeten Gehältern und Löhnen von Angestellten und Arbeitern in industriellen und kommerziellen Unternehmungen oder zur Zahlung von zeitweiligen oder lebenslänglichen, durch Verträge, Urteil oder die Buchführung des Schuldners festgestellten Unfallrenten gemäss dem belgischen Gesetz über die Unfallentschädigung der Arbeiter vom 24. Dezember 1903, bestimmt sind.

2) Wenn die Beträge zur Zahlung von Steuern, Kontributionen und sonstigen Auflagen und Abgaben aller Art sowie von Domanialpachtzins bestimmt sind, ohne Rücksicht darauf, ob sie fällig sind oder nicht. Diese Zahlungen können nur bewirkt werden mittels eines an die Order der Kasse des General-Gouvernements in Brüssel auszustellenden Checks auf die Bank.

Brüssel, den 23. September 1914.

Les arrêtés du Roi des Belges des 3 et 6 août 1914 (Moniteur du 4 août 1914, No. 216 et du 9 août 1914, No. 221), concernant le retrait de fonds sur les dépôts en banque, arrêtés maintenus jusqu'au 30 septembre 1914 par l'arrêté du 10 septembre 1914 (Bulletin officiel des Lois et Arrêtés pour le territoire belge occupé,

No. 2), restent en vigueur jusqu'au 31 octobre 1914.

Est arrêté en outre que les banques, en dehors des versements qu'ils étaient jusqu'à présent obligés d'effectuer aux titulaires de dépôts, auront à partir de ce jour à accorder également des retraits de fonds dans les cas suivants:

1o.) Lorsque les montants sont destinés au paiement, avec preuves à l'appui, d'appointements et de salaires dus à des employés et des ouvriers d'entreprises industrielles et commerciales, ou au paiement d'allocations temporaires ou de rentes viagères allouées en vertu de la loi belge sur les accidents du travail du 24 décembre 1903, et dont il sera justifié par des contrats, des jugements ou par les écritures du débiteur.

2o.) Lorsque les montants sont destinés au paiement d'impôts, contributions, taxes, redevances et fermages pour domaines de l'Etat de toute nature, qu'ils soient échus ou non.

Ces retraits ne peuvent être effectués qu'au moyen d'un chèque sur la banque à établir à l'ordre de la Caisse du gouvernement Général à Bruxelles.

Bruxelles, le 23 septembre 1914.

De door de verordening van 10 September 1914 (Wet- en Verordeningsblad voor de bezette streken van België, Nr. 2) tot den 30en September 1914 staande gehouden verordeningen des Konings der Belgen van 3 en 6 Augusti 1914 (Moniteur van 14 Augusti 1914, Nr. 216 en 9 Augusti 1914, Nr. 221) betrekkelijk de terugtrekking van banktegoed, blijven tot 31. Oktober 1914 in kracht. Buitendit wordt verordend dat de banken buiten de uitbetalingen die zij tot nu toe verplicht zijn geweest te doen aan bezitters van contos, van heden af ook in de volgende gevallen uitbetalingen zullen moeten doen:

1) Indien de bedragen bestemd zijn tot betaling van verschuldigde traitementen en loonen van de bedienden en werklieden van nijverheids- of handelsondernemingen, hetwelk moet bewezen worden, ofwel tot betaling van tijdelijke allocatiën of lijfrenten vervolgens de belgische wet over werkongevallen, waarvan bewijs geleverd wordt door contracten, vonnissen ofwel door schriftstukken van den schuldenaar.

2) Indien de bedragen bestemd zijn tot betaling van belastingen, contributiën, redevanciën en huren voor staatsdomeinen, vervallen of niet vervallen. De uitbetaling dezer bedragen kan alleenlijk gedaan worden bij middel van een cheque op de bank gedaan aan de order der Kas van het Generaal-Gouvernement in Brussel.

Brussel, den 23en September 1914.

No. 5. — 29. SEPTEMBER 1914. Pag. 15.

VERORDNUNG.

In allen Fällen, in denen Ausländer infolge des Krieges verhindert sind, ihre Rechte vor den Gerichtsbehörden in den okkupierten Gebieten Belgiens zu verteiligen, hat der Richter von Amtswegen Stundung gemäss Artikel 1244 Absatz 2 des in Belgien geltenden bürgerlichen Gesetzbuchs zu gewähren.

In keinem Falle dürfen Urteile oder richterliche Verfügungen gegen den verhinderten Ausländer erlassen werden.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Brüssel, den 25. September 1914.

Dans tous les cas où des étrangers sont empêchés, par suite de la guerre, de défendre leurs droits devant

les autorités judiciaires dans les territoires belges occupés, le juge doit d'office accorder des délais conformément à l'article 1244 alinéa 2 du Code Civil en vigueur en Belgique.

En aucun cas des jugements ou des ordonnances judiciaires ne peuvent être rendus contre l'étranger empêché.

Cet arrêté entre immédiatement en vigueur.

Bruxelles, le 25 septembre 1914.

In alle gevallen waar buitenlanders, tengevolge van den oorlog verhinderd zijn in de bezette gebiedsdeelen van België hun rechten voor de justitieoverheden te verdedigen, moet de rechter van ambtswegen uitstel toestaan vervolgens artikel 1244 al. 2 van het in België geldend burgerlijk wetboek.

In geen geval mogen oordeelen of rechterlijke beschikkingen tegen den verhinderden buitenlander uitgevaardigd worden.

Deze verordening treedt onmiddellijk in werking.

Brussel, den 25 September 1914.

No. 6. — 5. OKTOBER 1914. Pag 17.

VERORDNUNG.

Deutsches Geld muss in den okkupierten Gebieten Belgiens in Zahlung genommen werden, wobei 1 Mark bis auf weiteres mit mindestens 1.25 Franc zu berechnen ist.

Brüssel, den 3. Oktober 1914.

La monnaie allemande (espèces et papier-monnaie) doit être acceptée en paiement dans le territoire belge occupé, et ce jusqu'à nouvel ordre sur la base de: 1 mark valant au moins 1.25 franc.

Bruxelles, le 3 octobre 1914.

Duitsch geld moet in de bezette streken van België in betaling genomen worden waarbij, tot nader order, 1 mark met ten minste 1.25 frank moet berekend worden.
Brussel, den 3 Oktober 1914.

No. 7. — 11. OKTOBER 1914. Pag. 19.

AUSFUHRVERBOT.

Die Ausfuhr von Pferden, Rindern, Schweinen, Schafen und Lebensmitteln jeder Art aus Belgien ist für alle Grenzen verboten. Bei Zuwiderhandlungen erfolgt Beschlagnahme.
Brüssel, den 30. September 1914.

Est prohibée par toutes les frontières de la Belgique l'exportation des chevaux, bestiaux, porcs, moutons, de même que des produits alimentaires de toute espèce. Toute contravention entraînera la saisie des animaux et produits en question.
Bruxelles, le 30 Septembre 1914.

De uitvoer van paarden, runderen, verkens, schapen en levensmiddelen iederen aard uit België voor alle grenzen is verboden. Bij tegenhandelingen zal inbeslagneming geschieden.
Brüssel, den 30 September 1914.

No. 8. — 15. OKTOBER 1914. Pag. 21.

VERORDNUNG.

1o. **Alle Erzeugnisse der Buchdruckerpresse,** sowie alle andern, durch mechanische oder chemi-

sche Mittel bewirkten zur Verbreitung bestimmten Vervielfältigungen von Schriften und bildlichen Darstellungen mit oder ohne Schrift und von Musikalien mit Text oder Erläuterungen (Druckschriften) sind der **Zensur** des Kaiserlich Deutschen General-Gouvernements (Zivilverwaltung) unterworfen.

Wer die in Absatz I bezeichneten Druckschriften ohne Erlaubnis der Zensurstelle herstellt oder verbreitet, wird nach Kriegsrecht bestraft. Die Druckschriften werden eingezogen und die zur Herstellung bestimmten Formen und Platten unbrauchbar gemacht.

Als Verbreitung einer Druckschrift im Sinne dieser Verordnung gilt auch das Anschlagen, Ausstellen oder Auslegen derselben an Orten, wo sie der Kenntnisnahme durch das Publikum zugänglich ist.

2o. **Theateraufführungen, Gesangs- oder deklamatorische Vorträge aller Art sowie kinematographische Schaustellungen oder Vorführungen von sonstigen Lichtbildern** dürfen nur veranstaltet werden, wenn die aufzuführenden Theaterstücke, die Vorträge oder die vorzuführenden Lichtbilder vorher von der Zensurstelle zugelassen sind.

Wer Theateraufführungen, Vorträge oder Vorführungen von Lichtbildern ohne Erlaubnis der Zensurstelle veranstaltet oder wer sich an solchen Aufführungen, Vorträgen oder Vorführungen irgendwie beteiligt, wird nach Kriegsrecht bestraft. Die Platten und Films werden eingezogen.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Brüssel, den 13. Oktober 1914.

1o. **Tous les produits d'imprimerie** ainsi que toutes autres reproductions d'écrits ou d'images avec ou sans légende, et de compositions musicales avec texte ou commentaires (imprimés) obtenus par des procédés mécaniques ou chimiques et destinés à être distribués, sont soumis à la **Censure** du Gouvernement Général Impérial allemand (Administration civile).

Quiconque aura fabriqué ou distribué des imprimés indiqués à l'alinéa 1 sans la permission du Censeur sera puni conformément à la loi martiale. Les imprimés seront confisqués et les plaques et clichés destinés à la reproduction seront rendus inutilisables.

Est considéré également comme distribution d'un imprimé prohibée par le présent arrêté l'affichage, l'exposition ou la mise à l'étalage en des endroits où le public est à même d'en prendre connaissance.

2o. **Des représentations théâtrales, des récitations chantées ou parlées de toute espèce, ainsi que des projections lumineuses, cinématographiques ou autres,** ne peuvent être organisées que lorsque les pièces théâtrales, les récitations ou les projections lumineuses en question auront été admises par le Censeur.

Quiconque aura organisé des représentations théâtrales, des récitations ou des projections lumineuses sans la permission du Censeur, ou quiconque aura pris part d'une manière quelconque à ces représentations, récitations ou projections,sera puni conformément à la loi martiale. Les plaques et films seront confisqués.

Cet arrêté entre immédiatement en vigueur.

Bruxelles, le 13 octobre 1914.

1o. **Alle voortbrengselen der drukpers,** *evenals alle andere door machinale of scheikundige middelen verkregene en tot uitbreiding onder het publiek be-*

stemde vermenigvuldigingen van geschriften en afbeeldingen met of zonder schrift, en van muziekstukken met text of uitleggingen (drukwerken), zijn aan de **Censuur** *van het Keizerlijk duitsche Gouvernement-Generaal onderworpen.*

Alwie de in par. 1 aangegeven drukwerken zonder toestemming van den Censor daarstelt of uitbreidt wordt volgens de oorlogswetten gestraft. De drukwerken worden verbeurd verklaard en de vormen en platen onbruikbaar gemaakt.

Als uitbreiding van een drukwerk in den zin van deze verordening wordt ook aanzien het aanplakken, ten toon stellen of ten toon leggen ervan op plaatsen waar het publiek ervan kan kennis nemen.

2o. **Theatervertooningen, gezongen of gesproken recitaties, evenals tentoonstellingen van kinematographische of andere lichtbeelden** *mogen alleenlijk organiseerd worden indien zij te voren door den censor toegelaten zijn.*

Wie theatervertooningen, recitaties of tentoonstellingen van lichtbeelden zonder toelating van den censor organiseert of wie op hetzij welke wijze deel neemt aan de organisatie van zulke vertooningen, recitaties of tentoonstellingen wordt volgens de oorlogswetten gestraft. De platen en films worden verbeurd verklaard.

Deze verordening treedt onmiddellijk in werking.

Brussel, den 13 oktober 1914.

No. 9. — 24. OKTOBER 1914. Pag. 25.

VERORDNUNG.

Die durch die Verordnung vom 23. September

1914 (Nr. 4 des Gesetz- und Verordnunsgblattes für die okkupierten Gebiete Belgiens) bis zum 31. Oktober d. J. verlängerte Frist für Protesterhebungen und sonstige zur Wahrung des Regresses bestimmte Rechtshandlungen wird hierdurch bis zum 30. November 1914 verlängert.

Brüssel, den 21. Oktober 1914.

Les délais pendant lesquels doivent être faits les protêts et autres actes conservant les recours, délais prorogés par l'arrêté du 23 septembre 1914 (No. 4 du Bulletin officiel des Lois et Arrêtés pour le territoire belge occupé), sont prorogés à nouveau par le présent arrêté jusqu'au 30 novembre 1914.

Bruxelles, le 21 octobre 1914.

De door de verordening van 23en September 1914 (Wet- en Verordeningsblad voor de bezette streken van België, Nr. 4) tot 31en Oktober 1914 verlengde termijn voor protestverheffingen en andere tot waring van regres bestemde rechtshandelingen wordt hierdoor tot den 30en November 1914 verlengd.

Brussel, den 21en October 1914.

VERORDNUNG. Pag. 26.

Die Verordnung des Königs der Belgier vom 3. August 1914 betreffend die Zurückziehung von Bankguthaben bleibt mit der Einschränkung, die sie durch Verordnung des Königs der Belgier vom 6. August 1914 und mit der Erweiterung, die sie durch Verordnung vom 10. September 1914 (Nr. 4 des Gesetz- und Verordnungsblattes für die okkupierten Gebiete Belgiens) erfahren hat, bis zum 30. November 1914 in Kraft.

Brüssel, den 21. Oktober 1914.

L'arrêté du Roi des Belges du 3 août 1914, concernant le retrait de fonds sur les dépôts en banque, reste en vigueur jusqu'au 30 novembre 1914 avec la restriction qu'il a subie par suite de l'arrêté du Roi des Belges du 6 août 1914 et avec l'extension qui lui a été donnée par l'arrêté du 10 septembre 1914 (No. 4 du Bulletin officiel des lois et arrêtés pour le territoire belge occupé).

Bruxelles, le 21 Octobre 1914.

De verordening des Konings der Belgen van 3 Augusti 1914 betrekkelijk de terugtrekking van banktegoed blijft met de beperking, die zij door de verordening des Konings der Belgen van 6 Augusti 1914 en met de uitbreiding, die zij door de verordening van 10 September 1914 (Wet- en Verordeningsblad voor de bezette streken van België, Nr. 4) verkregen heeft, tot 30en November 1914 in kracht.

Brussel, den 21en Oktober 1914.

No. 10. — 7 NOVEMBER 1914. **Pag. 27.**

VERORDNUNG
betreffend den Verkehr mit Kriegsbedarfsstoffen.

I. Die nachgenanten Kriegsbedarfsstoffe unterliegen den Bestimmungen dieser Verordnung:

Silber, Kupfer, Messing, Blei, Zink, Nickel, Nickelerze, Aluminium, Zinn, Antimon, Ferromangan, Manganerze, Ferrosilizium, Roh- und Superphosphat, Salpeter, Salpetersäure, Schwefelkies, Schwefelsäure, Graphit, Glyzerin, Gerbstoffe, Sprengstoffe, Kampfer, Kodein, Morphium, Opium, Lumpen, Baumwolle, Jute, Wolle, Hanf und die Garne und Fertigerzeugnisse dieser Stoffe, Säcke,

Häute, Leder, Kautschuk, Rohgummi, Guttapercha, Fette, Mineralöle, Benzin, Benzol.

II. Die Ausfuhr der in I genannten Stoffe aus Belgien wird bis auf Weiteres der Kontrolle des Kommissars des Kriegsministeriums in Belgien, Brüssel, Rue de la Loi 65, unterstellt. Begründete Anträge wegen Genehmigung der Ausfuhr sind an den Kommissar zu richten. Eine Umgehung seiner Kontrolle hat die Einziehung der Stoffe zur Folge.

III. Der Kommissar des Kriegsministeriums (II) kann bestimmen, dass Vorräte der in I genannten Stoffe an das Deutsche Reich oder an Dritte eigentümlich gegen Wertentschädigung zu überlassen sind. Der Wert der Vorräte wird durch einen vom Kriegsministerium in Berlin eingesetzten Ausschuss endgiltig festgestellt.

IV. Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.
Brüssel, den 26. Oktober 1914.

Arrêté relatif au trafic des maticus servant aux besoins de la guerre.

I. Les matières ci-après citées servant aux besoins de la guerre sont soumises aux dispositions de cet arrêté:

Argent, cuivre, laiton, plomb, zinc, nickel, minérais de nickel, aluminium, étain, antimoine, ferromanganate, minérais de manganèse, ferrosilicium, phosphates bruts et superphosphates, nitrates, acide nitrique, pyrites, acide sulfurique, graphite, glycerine, matières à tanner, explosifs, camphre, codéine, morphine, opium, loques, coton, jute, laine, chanvre et les fils et produits manufacturés de ces matières, sacs, peaux, cuir, caout-

chouc, gomme brute, guttapercha, graisses, huiles minérales, benzine, benzol.

II. L'exportation de Belgique des matières énumérées au par. 1 est soumise jusqu'à nouvel ordre au contrôle du Commissaire du Ministère de la guerre en Belgique, 65 rue de la Loi, Bruxelles. Les demandes motivées d'autorisation d'exporter sont à adresser au Commissaire. Les matières de quiconque éludera son contròle seront confisquées.

III. Le Commissaire du Ministère de la Guerre (II) peut décider que des provisions de matières énumérées au par. 1 doivent être cédées en propriété à l'Empire Allemand ou à des tiers, contre remboursement de la valeur. La valeur des provisions sera fixée définitivement par une commission nommée par le Ministère de la Guerre à Berlin.

IV. Cet arrêté entre immédiatement en vigueur.
Bruxelles, le 26 Octobre 1914.

I. *Verordening betrekkelijk het verkeer met stoffen voor oorlogsbehoeften. De hierna benoemde stoffen voor oorlogsbehoeften zijn onderworpen aan de bepalingen van deze verordening:*

Zilver, koper, messing, lood, zink, nickel, nickelerts, aluminium, tin, antimonium, ferromanganese, mangaanerts, ferrosilicium, ruw- en superphosphate, salpeter, salpeterzuur, solferpyrites, solferzuur, graphiet, glycerine, looistoffen, ontplofstoffen, kamfer, codeine, morphine, opium, vodden, katoen, jute, wol, hennep en de garens en de fabrikaten van deze materiën, zakken, vellen, leer, caoutchouc, ruwe gom, guttapercha, vetten, mineraalolien, benzine, benzol.

II. *De uitvoer uit België van de in par. I genoemde stoffen is tot op nader order onderworpen aan het opzicht van den Commissaris van het Ministerie van oorlog in België, Wetstraat 65, Brussel. Gegronde aanvragen wegens autorisatie van uitvoer moeten aan den Commissaris gezonden worden. De stoffen van wie zich aan deze opzicht onttrekt zullen verbeurd verklaard worden.*

III. *De Commissaris van het Ministerie van Oorlog (II) is gemachtigd te bepalen dat voorraden van de in par. 1 genoemde stoffen aan het Duitsche Rijk of aan derden tot eigendom af te staan zijn tegen vergoeding der waarde. De waarde der voorraden wordt door eene Commissie, benoemd door het Ministerie van Oorlog in Berlijn, afdoend vastgesteld.*

IV. *Deze verordening treedt onmiddellijk in werking.*

Brussel, den 26 Oktober 1914.

VERORDNUNG. Pag. 29.
betreffend Zahlungs-Verbot gegen England und Frankreich.

1. Es ist bis auf weiteres verboten, Zahlungen nach Grossbritannien und Irland oder den britischen Kolonien und auswärtigen Besitzungen, Frankreich, den französischen Kolonien und Schutzgebieten, mittelbar oder unmittelbar in Bar, in Wechseln oder Schecks, durch Überweisung oder in sonstiger Weise zu leisten, sowie Geld oder Wertpapiere mittelbar oder unmittelbar nach den bezeichneten Gebieten abzuführen oder zu überweisen.

Leistungen zur Unterstützung von Deutschen bleiben gestattet.

2. Schon entstandene oder noch entstehende vermögensrechtliche Ansprüche solcher natürlicher oder juristischer Personen, die in den in Art. 1 bezeichneten Gebieten ihren Wohnsitz oder Sitz haben, gelten vom 31. Juli 1914 an, oder wenn sie erst an einem späteren Tage zu erfüllen sind, von diesem Tage an bis auf weiteres als gestundet. Für die Dauer der Stundung können Zinsen nicht gefordert werden. Rechtsfolgen, die sich nach den bestehenden Gesetzen und Verträgen in der Zeit vom 31. Juli 1914 bis zum Inkrafttreten dieser Verordnung aus der Nichterfüllung ergeben haben, gelten als nicht eingetreten.

Die Stundung wirkt auch gegen jeden Erwerber des Anspruchs, es sei denn, dass der Erwerb vor dem 31. Juli 1914, oder wenn der Erwerber in Deutschland oder den okkupierten Gebieten Belgiens seinen Wohnsitz oder Sitz hat, vor dem Inkrafttreten dieser Verordnung stattgefunden hat. Dem Erwerber des Anspruches steht gleich, wer durch dessen Erfüllung einen Erstattungs-Anspruch erlangt hat.

3. Der Schuldner kann sich dadurch befreien, dass er die geschuldeten Beträge oder Wertpapiere bei der Kasse der Deutschen Zivil-Verwaltung in Brüssel für Rechnung des Berechtigten hinterlegt.

4. Bei Wechseln, bei denen zur Zeit des Inkrafttretens dieser Verordnung die Frist für die Vorlage zur Zahlung und für die Protesterhebung wegen Nichtzahlung noch nicht abgelaufen und Protest noch nicht erhoben ist, wird durch das Zahlungsverbot und die Stundung die Zeit, zu der die Vorlage zur Zahlung und die Protesterhebung wegen

Nichtzahlung zulässig und erforderlich ist, bis nach dem Ausserkrafttreten dieser Verordnung hinausgeschoben. Die Frist, innerhalb deren die Vorlage und die Protesterhebung nach dem Ausserkrafttreten zu erfolgen hat, bestimmt der General-Gouverneur in Belgien.

Die Vorschriften des Abs. 1 finden entsprechende Anwendung auf Schecks, bei denen die Zeit, innerhalb deren sie zur Zahlung vorzulegen sind, bei dem Inkrafttreten dieser Verordnung noch nicht abgelaufen ist.

5. Die Vorschriften der Art. 1 bis 4 finden keine Anwendung, wenn es sich um eine in Deutschland oder den okkupierten Gebieten Belgiens erfolgende Erfüllung von Ansprüchen handelt, die für die in Art. 2 bezeichneten natürlichen oder juristischen Personen im Betriebe ihrer in Deutschland oder den okkupierten Gebieten Belgiens unterhaltenen Niederlassungen entstanden sind. Die Vorschriften der Art. 2 und 3 finden jedoch Anwendung, wenn es sich um Rückgriffs-Ansprüche der bezeichneten Personen wegen der Nichtannahme oder Nichtzahlung eines ausserhalb Deutschlands oder den okkupierten Gebieten Belgiens zahlbaren Wechsels handelt.

6. Wer wissentlich der Vorschrift des Art. 1 zuwiderhandelt, oder wer den Versuch einer solchen Zuwiderhandlung unternommen hat, wird nach Kriegsrecht bestraft.

7. Der General-Gouverneur in Belgien kann Ausnahmen von dem Verbote des Art. 1 zulassen.

Die Verordnung tritt mit dem Tage der Verkündung in Kraft.

Brüssel, den 3. November 1914.

Arrêté relatif à l'interdiction d'effectuer des payements à l'Angleterre et à la France.

Art. 1er. Jusqu'à nouvel ordre, il est interdit d'effectuer des payements destinés tant à l'Angleterre, à l'Irlande et aux colonies et possessions anglaises qu'à la France, ses colonies et pays de protectorat. Cette interdiction comprend tous les payements de quelque nature qu'ils soient, directs ou indirects, au comptant, par traite, par chèque, par virement ou autres. Il est également défendu d'expédier ou de transmettre par voie directe ou indirecte des valeurs en espèces ou en titres aux pays ci-dessus mentionnés.

Cette interdiction ne s'étend point aux payements destinés à venir en aide à des nationaux allemands.

Art. 2. Jusqu'à nouvel ordre, il sera sursis à l'exécution de tous les engagements contractés au profit de toute personne morale ou physique domiciliée ou résidant dans les pays désignés ci-dessus. Ce cursis s'applique à tous les engagements qui ont pris naissance depuis le 31 juillet 1914 ou qui prendront naissance dans la suite. Pendant la durée du sursis, le cours des intérêts dont ses engagements seraient productifs, est arrêté. Sont réputées nulles et non avenues toutes conséquences légales ou contractuelles que la non-exécution des engagements sus-dits ait pu entraîner à compter du 31 juillet 1914 jusqu'à l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Le sursis est également opposable à tout cessionnaire de pareil engagement à moins que la cession ait été

faite avant le 31 juillet 1914 ou que le cessionnaire ait son domicile ou sa résidence en Allemagne ou dans le territoire occupé de la Belgique, et que la cession lui ait été faite avant l'entrée en vigueur du présent arrêté. Est mis sur la même ligne qu'un cessionnaire quiconque se trouverait, à la suite de l'exécution d'un engagement, en droit de réclamer l'exécution d'une contre-prestation.

Art. 3. Le débiteur pourra se libérer en consignant pour le compte de son créancier à la Caisse de l'Administration civile Allemande de Bruxelles les sommes ou valeurs dues par lui.

Art. 4. Sont, à raison de l'interdiction et du sursis de payement réglés ci-dessus, prorogés jusqu'après l'abrogation du présent arrêté, tous les délais de présentation des traites et tous les délais de protêt faute de payement si les dits délais n'étaient pas encore venus à expiration au moment de la mise en vigueur du présent arrêté.

Le Gouverneur-Général en Belgique déterminera les délais endéans lesquels la présentation et le protêt devront avoir lieu après l'abrogation du présent arrêté.

Les prescriptions de l'alinéa 1er s'appliquent également aux chèques, dont les délais de présentation n'étaient pas encore expirés au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 5. Les prescriptions des articles 1 à 4 ne s'appliquent point aux engagements devant être exécutés en Allemagne ou dans le territoire occupé de la Belgique, si ces engagements ont été contractés au profit des personnes physiques ou naturelles désignées à l'article 2, dans l'exploitation de leurs établissements dont le

siège serait en Allemagne ou dans le territoire occupé de la Belgique. Toutefois, les prescriptions des articles 2 et 3 seront appliquées au recours que les dites personnes auraient à exercer du chef d'un refus d'acceptation ou de payement d'une lettre de change payable en dehors de l'Allemagne ou du territoire occupé de la Belgique.

Art. 6. Quiconque aura sciemment contrevenu à la prescription de l'article 1er ou quiconque aura tenté d'y contrevenir sera puni conformément à la loi martiale.

Art. 7. Il appartient au Gouverneur-Général en Belgique d'admettre des exceptions à la défense édictée à l'article 1er.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur avec le jour de sa publication.

Bruxelles, le 3 novembre 1914.

Verordening betrekkelijk verbod van betaling tegen Engeland en Frankrijk.

1. *Het is tot nader order verboden middelbaar of onmiddelbaar betalingen naar Groot-Britannië en Ierland of de britsche Koloniën en buitenlandsche bezittingen, naar Frankrijk, de fransche Koloniën en landen onder fransche beschermheerschap, in baar, in wissels of checks, door overdracht of op een ander wijze, evenals geld of effecten middelbaar of onmiddelbaar naar de aangegeven gebieden af te doen of te overdragen.*

Betalingen tot ondersteuning van Duitschers blijven toegestaan.

2. *Reeds ontstane of nog te ontstane vermogensrechtelijke eischen van zulke natuurlijke of juristische personen die in de in art. 1 aangegeven gebieden hun woonplaats of zetel hebben, gelden van af 31en juli 1914, of indien er maar op een later datum aan te voldoen is, van dezen datum af, tot op nader order als geschorst. Voor den duur van de schorsing mogen interesten niet gevorderd worden. Rechtsgevolgen die door niet voldoening ontstaan zijn volgens de bestaande wetten en overeenkomsten in den tijd van 31en juli 1914 tot het in werking treden van deze verordening, gelden als niet bestaande.*

De schorsing treedt ook in werking tegenover iederen overnemer van den eisch in zooverre de koop niet plaats gevonden heeft voor den 31 Juli 1914 of, indien de kooper in Duitschland of in de bezette streken van België zijn woonplaats of zetel heeft, voor het in werking treden van deze verordening. Aan den overnemer van den eisch wordt gelijkgesteld wie door diens voldoening een vergoedings-recht verworven heeft.

3. *De schuldenaar mag zich vrijmaken door de verschuldigde bedragen of effecten in de kas van het Duitsche burgerlijke bestuur in Brussel te deponeeren voor rekening van hem die er een recht op heeft.*

4. *Voor wissels, voor welke ter tijd van het in werking treden van deze verordening het termijn voor de indiening ter betaling en voor protestverheffingen wegens gebrek van betaling nog niet was afgeloopen, en voor welke nog geen protest is verheffen worden, wordt door het verbod van betaling en de schorsing de tijd, die geoorloofd en vereischt is voor de indiening ter betaling en voor de protestverheffingen wegens gebrek van betaling, uitgesteld tot naar het buiten werking treden van deze verordening.*

Het termijn binnen hetwelk de indiening en de protestverheffing naar het buiten werking treden moet geschieden, wordt bestemd door de Gouverneur-Generaal in België.

De voorschriften van par. 1 worden ook toegepast op checks, voor welke de tijd waarin zij moeten ter betaling ingediend worden nog niet afgeloopen is op het oogenblik van het in werking treden van deze verordening.

5. *De voorschriften van par. 1 tot 4 worden niet toegepast in geval van een, in Duitschland of in de bezette gebiedsdeelen van België plaats hebbende voldoening aan eischen, die ontstaan zijn, voor de in par. 2 aangegeven natuurlijke of juristische personen, in het bedrijf van hun in Duitschland of in de bezette streken van België gelegen nederzettingen. De voorschriften van 2 en 3 worden echter wel toegepast in geval van regres-eischen der aangegeven personen wegens de niet aanneming of niet betaling van een in Duitschland of in de bezette streken van België betaalbaren wissel.*

6. *Wie voorbedachtelijk de voorschrift van art. 1 overtreedt of een poging doet tot een zulke overtreding wordt volgens het krijgsrecht gestraft.*

7. *De Gouverneur-Generaal in België is gemachtigd uitzonderingen aan het verbod van art. 1 toe te staan.*

8. *Deze verordening treedt in werking op den dag van hare publicatie.*

Brussel, den 3 November 1914.

No. 11. — 14. NOVEMBER 1914. Pag. 35.

VERORDNUNG.

Der Lauf aller zivil-straf- und prozessrechtlichen Fristen ebenso der Lauf der Verjährungen ist, soweit diese Fristen und Verjährungen gegen Deutsche, Österreicher, Ottomanen und Angehörige neutraler Staaten in den okkupierten Landesteilen Belgiens laufen oder geltend gemacht werden können, für die Zeit vom 1. August 1914 bis 15. November 1914 gehemmt.

Diese Verordnung tritt am Tage ihrer Verkündung in Kraft.

Brüssel, den 10. November 1914.

Sont suspendus pour le temps compris entre le 1er août 1914 et le 15 novembre 1914 le cours de tous les délais impartis en matière civile, commerciale (civile ordinaire et commerciale), pénale et en matière de procédure, ainsi que le cours de toutes prescriptions pour aûtant que ces délais et prescriptions puissent être invoquées dans le territoire occupé de la Belgique contre des Allemands, Autrichiens, Ottomans et contre les ressortissants d'Etats neutres.

Le présent arrêté entre en vigueur avec le jour de sa publication.

Bruxelles, le 10 novembre 1914.

De loop van alle burgerlijkgerechtelijke (zoowel gewone als handelsgerechtelijke), straf- en proces- gerechtelijke termijnen zooals de loop der verjaringen is, voorzoover deze termijnen en verjaringen jegens Duitschers, Oostenrijkers, Ottomanen en onderdanen van neutrale Staten in de bezette streken van België loopen

of geldig gemaakt kunnen worden, voor den tijd van 1 Augusti 1914 tot 15 November 1914 geschorst.

Deze verordening treedt met den dag harer verkondiging in kracht.

Brussel, den 10 November 1914.

No. 12. — 17 NOVEMBER 1914. Pag. 37.

BEKANNTMACHUNG.

Um übersehen zu können, wieweit Belgien mit Lebensmitteln versorgt ist, bestimme ich:

Jeder landwirtschaftliche oder gewerbliche Unternehmer, in dessen Betrieben nachtfolgende Gestände erzeugt oder verarbeitet werden, nähmlich: Weizen, Roggen, Gerste, Hafer, Mais, Mehl, Hülsenfrüchte und Kartoffeln ist verpflichtet, **innerhalb 10 Tagen** nach Veröffentlichung dieser Bekanntmachung eine Aufstellung seiner Vorräte, getrennt nach den einzeln oben angeführten Gegenständen unter Beifügung seines Namens, Wohnortes und Arrondissements anzufertigen. Hierbei ist es gleichgiltig, ob die Vorräte dem Unternehmer gehören oder ob er sie in Gewahrsam hat. Von dieser Verpflichtung sind die landwirtschaftlichen oder gewerblichen Unternehmer nur hinsichtlich der obengenannten Vorräte unter 500 Kg. befreit.

Die Aufstellung ist dem Bürgermeister der Gemeinde oder seinem Vertreter einzureichen. **Von diesem muss eine Zusammenstellung** aller angemeldeten Vorräte **binnen weiterer 8 Tagen** angefertigt **und dem zuständigen militärischen Kreischef** eingereicht werden.

Vorräte, welche innerhalb der obengenannten 10 tägigen Frist dem Bürgermeister nicht angemeldet sind, unterliegen der Konfiskation.

Die Bürgermeister sind verpflichtet, auf baldiges Ausdreschen und Vermahlen des Getreides hinzuwirken.

Auf das bereits bestehende Ausfuhrverbot wird hingewiesen.

Brüssel, den 1. November 1914.

Afin de pouvoir contrôler jusqu'à quel point la Belgique est pourvue d'aliments, je prescris:

Tout entrepreneur agricole ou industriel qui produit ou travaille dans son entrepise les objets suivants: du froment, du seigle, de l'orge, de l'avoine, du maïs, de la farine, des légumineux et des pommes de terre, est obligé d'établir, endéans les 10 jours qui suivront la publication du présent avis, un relevé de ses provisions, indiquant les produits précités séparément et mentionnant ses nom, domicile et arrondissement.

Peu importe que les provisions soient la propriété de l'entrepreneur ou qu'il les ait en dépôt. Ne sont dispensés de cette obligation que les entrepreneurs agricoles ou industriels n'ayant en leur possession que des provisions de moins de 500 kilos des produits prémentionnés.

Le relevé devra être remis au bourgmestre de la commune ou à son représentant. Celui-ci établira une liste de toutes les provisions et la remettra au chef militaire compétent de l'arrondissement endéans les 8 jours suivants.

Les provisions qui ne seraient pas signalées au bourgmestre endéans le délai de 10 jours seront confisquées.

Les bourgmestres sont obligés de faire en sorte que les détenteurs fassent battre et moudre sans retard le blé.

L'interdiction d'exportation déjà en vigueur est rappelée à l'attention du public par le présent avis.

Bruxelles, le 1er novembre 1914.

Ten einde te kunnen constateeren in hoeverre België met levensmiddelen is verzorgd, verorden ik:

Ieder landbouw- of nijverheidsondernemer in wiens bedrijven de volgende voorwerpen gemaakt of verwerkt worden: tarwe, rogge, gerst, haver, maïs, meel, peulvruchten en aardappelen is verplicht, binnen de 10 dagen na de publicatie van deze bekendmaking, een opstelling te maken van zijne voorraden waarin de bovengenoemde voorwerpen elk afzonderlijk aangegeven zijn, met aangifte van zijn naam, woonplaats en arrondissement. Het is onverschillig of de voorraden eigendom zijn van den ondernemer of wel hij ze in bewaring heeft. Van deze verplichting zijn de landbouw- of nijverheidsondernemers alleenlijk bevrijd voor bovengenoemde voorraden beneden de 500 kilogrammen.

De opstelling is aan den burgemeester der gemeente of aan zijnen plaatsvervanger te overhandigen. Door dezen moet eene recapitulatie van alle aangegeven voorraden binnen verdere 8 dagen opgemaakt en aan den bevoegden militairen district-bevelhebber overhandigd worden.

Voorraden welke binnen het bovengenoemde termijn niet aangemeld zijn worden verbeurd verklaard.

De burgemeesters zijn verplicht moeite te doen opdat het graan spoedig worde gedorschen en gemaald.

De aandacht wordt getrokken op het reeds bestaande verbod van uitvoer.

Brussel, den 1n November 1914.

BEKANNTMACHUNG. Pag. 39.

Es wird hierdurch zur öffentlichen Kenntnis gebracht, dass in Gemässheit des Artikels 48 des Haager Abkommens, betreffend die Gesetze und Gebräuche des Landkrieges, vom 18. Oktober 1907 das Generalgouvernement in dem besetzten Gebiete die zugunsten des belgischen Staates bestehenden Abgaben, Zölle und Gebühren weiter erhebt, und aus den daraus entstehenden Einnahmen die Kosten der Verwaltung des besetzten Gebietes bestreiten wird.

Die nach den bestehenden Gesetzten zu entrichtenden Abgaben, Zölle und Gebühren sind daher nach wie vor an die zuständigen belgischen Steuerstellen, die ihren Dienst weiter ausüben, abzuführen. Die Einzahlung der etwa noch rückständigen Abgaben, Zölle und Gebühren hat ungesäumt zu erfolgen.

Brüssel, den 12. November 1914.

Il est porté à la connaissance du public que, en vertu de l'article 48 de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, le Gouvernement Général continue à prélever, dans le territoire occupé, les impôts, droits et péages établis au profit de l'Etat belge et que, moyennant les recettes qui en résultent, il couvrira les frais de l'administration du territoire occupé.

Les impôts, droits et péages à acquitter suivant les lois en vigueur seront versés, comme auparavant, aux bureaux de recette belges compétents qui continuent à exercer leurs fonctions. Les impôts, droits et péages qui seraient arriérés devront être payés sans retard.

Bruxelles, le 12 novembre 1914.

Het publiek wordt hierdoor ermede in kennis gesteld dat, in overeenstemming met artikel 48 van de overeenkomst van den Haag van 18 Oktober 1907, betrekkelijk de wetten en gebruiken van den oorlog op het vaste land, het Gouvernement-Generaal in het bezette gebied voortgaat met de ten gunste van den belgischen Staat bestaande belastingen, rechten en accynzen te heffen, en met de daardoor ontstane inkomsten de kosten zal betalen van de administratie van het bezette gebied.

De volgens de bestaande wetten te betalen belastingen, rechten en accynzen moeten nu zooals voorheen afgedaan worden aan de bevoegde belgische ontvangstbureelen die voortgaan hunnen dienst te doen. De betaling der eventueel nog achterstallige belastingen, rechten en accynzen moet onmiddellijk gedaan worden.

Brussel, den 12 November 1914.

VERORDNUNG. Pag. 40.

1. Die durch Verordnung vom 3. Oktober 1914 (Gesetz- und Verordnungsblatt für die okkupierten Gebiete Belgiens vom 5. Oktober 1914 Nr. 6) festgesetzte Verpflichtung, deutsches Geld in Zahlung zu nehmen, wobei eine Mark bis auf weiteres mit mindestens Francs 1.25 zu berechnen ist, kann durch Partei-Vereinbarungen nicht beseitigt werden.

2. Die Verordnung tritt mit dem Tage der Verkündung in Kraft.

Brüssel, den 15. November 1914.

1. Il ne peut pas être dérogé par des conventions particulières à la prescription de l'arrêté du 3 octobre

1914 (Bulletin officiel des Lois et Arrêtés pour le territoire belge occupé du 5 octobre 1914 No. 6) d'après laquelle la monnaie allemande (espèces, billets de banque et papier-monnaie) doit être acceptée en paiement, et ce jusqu'à nouvel ordre sur la base de: 1 Mark valant au moins 1.25 franc.

2. Cet arrêté entre en vigueur le jour de sa publication.
Bruxelles, le 15 novembre 1914.

1. De door de Verordening van 3 Oktober 1914 (Wet- en Verordeningsblad voor de bezette streken van België van 5 Oktober 1914, No. 6) bepaalde verplichting duitsch geld in betaling te nemen waarbij, tot nader order, 1 Mark met ten minste 1.25 frank moet berekend worden, kan door bijzondere overeenkomsten niet verwijderd worden.

2. Deze Verordening treedt in werking op den dag van hare bekendmaking.
Brussel, den 15 November 1914.

No. 13. — 20. NOVEMBER 1914. Pag. 43.

VERORDNUNG.

Die Bestimmungen der Verordnung, betreffend den Verkehr mit Kriegsbedarfstoffen vom 26. Oktober 1941 (No. 10 des Gesetz- und Verordnungsblattes für die okkupierten Gebiete Belgiens) finden auch auf folgende Stoffe Anwendung:
Thomasmehl, Kalkstickstoff, Teer, Toluol, schwefelsaures Ammoniak, Flachs, Flachsabfäll, Baumwollsaat, Leinöl, Leinsaat, Rizinusöl, Rizinussaat, Palmkernöl, Terpentinöl, Olein, Stearin, Harze,

Verbandstoffe nebst den zu ihnen gehörigen Rohstoffen und Halbfabrikaten.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Brüssel, den 15. November 1914.

Les dispositions de l'arrêté, relatif au trafic des matières servant aux besoins de la guerre du 26 octobre 1914 (Bulletin officiel des Lois et Arrêtés pour le territoire belge occupé No. 10) sont applicables également aux matières suivantes:

Scories Thomas pulvérisées, chaux azotée, goudron, toluol, sulfate d'ammonium, lin, déchets de lin, semence de coton, huile de lin, semence de lin, huile de ricin, semence de ricin, huile de palme, huile de térébenthine, oléine, stéarine, résines, matières pour bandages chirurgicaux, ainsi que les matières premières et les produits demi-manufacturés s'y rattachant.

Cet arrêté entre immédiatement en vigueur.

Bruxelles, le 15 Novembre 1914.

De bepalingen der verordening, betrekkelijk het verkeer met stoffen voor oorlogsbehoeften van 26 oktober 1914 (Wet- en Verordeningsblad voor de bezette streken van België No. 10) worden ook toegepast aan de volgende stoffen:

Gemalen Thomasslakken, Kalkstikstof, Koolteer, Toluol, zwavelzure Ammonia, Vlas, Vlasafvallen, Katoenzaad, Lijnolië, Lijnzaad, Ricinusolië, Ricinuszaad, Palmolië, Terpentijnolië, Oleine, Stearine, Hars, Verbandstoffen en de daartoe behoorende ruwe stoffen en gedeeltelijk afgewerkte fabrikaten.

Deze Verordening treedt onmiddellijk in werking.

Brussel, den 15 november 1914.

No. 14. — 21. NOVEMBER 1914. Pag. 45.

VERORDNUNG.

Die durch die Verordnung vom 21. Oktober 1914 (Nr. 9 des Gesetz- und Verordnungsblattes für die okkupierten Gebiete Belgiens) bis zum 30. November d. J. verlängerte Frist für Protesterhebungen und sonstige zur Wahrung des Regresses bestimmte Rechtshandlungen wird hierdurch bis zum 31. Dezember 1914 verlängert.

Brüssel, den 20. November 1914.

Les délais pendant lesquels doivent être faits les protêts et autres actes conservant les recours, délais prorogés par l'arrêté du 21 octobre 1914 (No. 9 du Bulletin officiel des Lois et Arrêtés pour le territoire belge occupé), sont prorogés à nouveau par le présent arrêté jusqu'au 31 décembre 1914.

Bruxelles, le 20 novembre 1914.

De door de verordening van 21 Oktober 1914 (Wet- en Verordeningsblad voor de bezette streken van België, Nr. 9) tot 30 November 1914 verlengde termijn voor protestverheffingen en andere tot waring van regres bestemde rechtshandelingen wordt hierdoor tot den 31 December 1914 verlengd.

Brussel, den 20 November 1914.

VERORDNUNG. Pag. 46.

Die Verordnung des Königs der Belgier vom 3. August 1914 betreffend die Zurückziehung von Bankguthaben bleibt mit der Einschränkung, die sie durch Verordnung des Königs der Belgier vom

6. August 1914 und mit der Erweiterung, die sie durch Verordnung vom 23. September 1914 (Nr. 4 des Gesetz- und Verordenungsblattes für die okkupierten Gebiete Belgiens) erfahren hat, bis zum 31. Dezember d. J. in Kraft.

Brüssel, den 20. November 1914.

L'arrêté du Roi des Belges du 3 août 1914, concernant le retrait de fonds sur les dépôts en banque, reste en vigueur jusqu'au 31 Décembre 1914 avec la restriction qu'il a subie par suite de l'arrêté du Roi des Belges du 6 août 1914 et avec l'extension qui lui a été donnée par l'arrêté du 23 septembre 1914 (No. 4 du Bulletin officiel des lois et arrêtés pour le territoire belge occupé).

Bruxelles, le 20 Novembre 1914.

De verordening des Konings der Belgen van 3 Augusti 1914 betrekkelijk de terugtrekking van banktegoed blijft met de beperking, die zij door de verordening des Konings der Belgen van 6 Augusti 1914 en met de uitbreiding, die zij door de verordening van 23 September 1914 (Wet- en Verordeningsblad voor de bezette streken van België, Nr. 4) verkregen heeft, tot 31. December 1914 in kracht.

Brussel, den 20en November 1914.

No. 15. — 25. NOVEMBER 1914. **Pag. 47.**

VERORDNUNG.

Mieter, die infolge des Krieges an der Benutzung der Mietsache verhindert waren, sind berechtigt, entweder Auflösung des Mietvertrags oder eine Herabsetzung des Mitpreises für die Zeit ihrer Ver-

hinderung zu verlangen, ohne dass dem Vermieter hieraus ein Entschädigunsanspruch gegen den Mieter zusteht.

Die Friedensrichter sind ohne Rücksicht auf die Höhe des Streitgegenstandes ausschliesslich für die Entscheidung der vorbezeichneten Mietstreitigkeiten zuständig.

Diese Verordnung tritt mit dem Tage ihrer Verkündung in Kraft.

Brüssel, den 20. November 1914.

Les locataires qui ont été empêchés, par suite de la guerre, de jouir de la chose louée, peuvent demander ou la résiliation du bail ou une diminution du prix pour le temps pendant lequel ils auront été empêchés; dans l'un et l'autre cas il n'y a pour le bailleur lieu à aucun dédommagement de la part du preneur.

Toutes les contestations résultant de l'application de l'alinéa précédent sont de la compétence exclusive des juges de paix à quelque valeur que la demande puisse s'élever.

Le présent arrêté entre en vigueur avec le jour de sa publication.

Bruxelles, le 20 novembre 1914.

Huurders, die ten gevolge van den oorlog aan het gebruik van het gehuurde voorwerp verhinderd waren, hebben het recht, ofwel de oplossing van de huurovereenkomst te verlangen ofwel eene vermindering van de huursom voor den tijd hunner verhindering, zonder dat aan den verhuurder hierdoor een eisch toestaat op schadeloosstelling tegenover den huurder.

De vrederechters zijn zonder aanmerking op de waarde van het voorwerp van het proces uitsluitelijk bevoegd voor de beslissing der bovenvermelde geschillen nopens de huur.

Deze verordening treedt met den dag harer afkondiging in werking.

Brussel, den 20en November 1914.

No. 16. — 30. NOVEMBER 1914. Pag. 49.

VERORDNUNG.

I. 1. Der Generalkommissar für die Banken in Belgien kann im Wege der Vergeltung für solche Unternehmungen oder Zweigniederlassungen von Unternehmungen, die sich in den okkupierten Gebieten Belgiens befinden und die von einem mit dem Deutschen Reich im Kriegszustand befindlichen Lande aus geleitet oder beaufsichtigt werden oder deren Erträgnisse ganz oder zum Teil in solche Länder oder an deren Staatsangehörige abzuführen sind, oder an denen Staatsangehörige solcher Länder in irgend einer Form beteiligt sind, auf Kosten der Unternehmungen Aufsichtspersonen bestellen, die unter Wahrung der Eigentums- und sonstigen Privatrechte des Unternehmens darüber zu wachen haben, dass während des Krieges der Geschäftbetrieb nicht in einer Weise geführt wird, die den Interessen des Deutschen Reiches oder der okkupierten Gebiete Belgiens widerstreitet.

2. Die gleichen Massnahmen kann der Generalkommissar für die Banken in Belgien gegenüber Unternehmungen treffen, welche ihr Wirkungsgebiet ganz oder zum Teil im belgischen Kongostaat haben sowie gegenüber belgischen Unternehmungen, von deren Anlagekapital sich mindestens zehn Prozent im Eigentum deutscher Staatsangehöriger befinden.

II. Die Aufsichtspersonen sind insbesondere befugt:

1. geschäftliche Massnahmen jeder Art, insbesondere Verfügungen über Vermögenswerte und Mitteilungen über geschäftliche Angelegenheiten zu untersagen;
2. die Bücher und Schriften des Unternehmens einzusehen, sowie den Bestand der Kasse und die Bestände an Wertpapieren und Waren zu untersuchen;
3. Auskunft über alle Geschäftsangelegenheiten zu verlangen.

III. Die Verwaltungsratsmitglieder, Leiter und Angestellten der Unternehmungen haben den zum Zwecke der Überwachung des Unternehmens von den Aufsichtspersonen getroffenen Anordnungen und Weisungen Folge zu leisten. Sie haben die Aufsichtspersonen zu allen Sitzungen des Verwaltungsrats und zu den Generalversammlungen unter Bekanntgabe der Tagesordnung rechtzeitig einzuladen und sie von allen Beschlüssen des Verwaltungsrats und der Direction schriftlich zu verständigen.

IV. Gelder oder sonstige Vermögenswerte eines unter Aufsicht gestellten Unternehmens dürfen weder mittelbar noch unmittelbar in das feindliche Ausland abgeführt oder überwiesen werden.

Die Aufsichtspersonen können Ausnahmen zulassen. Sie können unter anderem in geeigneten Fällen anordnen, dass Geld oder Wertpapiere, deren Abführung oder Ueberweisung nach Absatz 1 nicht erfolgen darf, zu Gunsten der Berechtigten bei den Kassen der Zivilverwaltung hinterlegt werden.

V. Wer als Mitglied des Verwaltungsrats, Leiter oder Angestellter eines Unternehmens den Vorschriften der Artikel III oder IV vorsätzlich zuwiderhandelt, wird mit Geldstrafe bis zu Fr. 50.000 und mit Gefängnis bis zu 3 Jahren oder einer dieser Strafen bestraft. Der Versuch ist strafbar. Zuständig zur Aburteilung sind die Militärgerichte.

VI. Ist für eine unter Aufsicht gestellte Unternehmung oder Zweigniederlassung kein Verwaltungsratsmitglied, Leiter oder Angestellter in den okkupierten Gebieten Belgiens vorhanden, der zu Rechtshandlungen für die Unternehmung oder Zweigniederlassung befugt ist, oder nimmt das Verwaltungsratsmitglied, der Leiter oder Angestellte die Geschäfte nicht wahr, so kann auf Antrag der Aufsichtsperson der Generalkommissar für die Banken in Belgien einen Vertreter bestellen.

Der Vertreter hat die laufenden Geschäfte der Unternehmung oder Zweigniederlassung fortzuführen, wenn dies im Interesse des Deutschen Reiches oder der okkupierten Gebiete Belgiens liegt, worüber der Generalkommissar für die Banken in Belgien entscheiden wird; in allen anderen fällen hat er die laufenden Geschäfte ganz oder teilweise zu beendigen und kann zur Beendigung schwebender Geschäfte auch neue Geschäfte eingehen. Er hat den Anordnungen und Weisungen der Aufsichtsperson Folge zu leisten.

Der Vertreter hat Anspruch auf Erstattung barer Auslagen und auf eine angemessene Vergütung für seine Tätigkeit. Der Betrag ist von dem Generalkommissar für die Banken in Belgien festzusetzen und durch den Vertreter bei der Unternehmung oder Zweigniederlassung einzuziehen.

Während der Dauer der Vertretung ruht die Befugnis der Verwaltungsratsmitglieder, Leiter und Angestellten zu Rechtshandlungen für die Unternehmung oder Zweigniederlassung.

Der Generalkommissar für die Banken in Belgien kann die Vertretung auf Antrag der Aufsichtsperson aufheben.

VII. Durch die Bestimmungen dieser Verordnung werden die weitergehenden Vorschriften der Verordnung vom 18. September 1914 betreffend die Überwachung von Banken und Bankfirmen (Gesetz- und Verordnungsblatt für die okkupierten Gebiete Belgiens Nr. 3) nicht berührt.

VIII. Diese Verordnung tritt mit dem Tage der Verkündung in Kraft.

Brüssel, den 26. November 1914.

I. 1. Le Commissaire Général pour les Banques en Belgique pourra, par voie de rétorsion, nommer des personnes qui auront à surveiller les entreprises ou les succursales d'entreprises établies dans le territoire occupé de la Belgique dont la direction ou la surveillance se trouve dans un pays en état de guerre avec l'Allemagne, ou les entreprises ou succursales dont les recettes vont totalement ou partiellement dans ces pays ennemis ou à leurs nationaux, ou dans lesquelles ceux-ci seraient intéressés sous une forme quelconque. Les personnes ainsi nommées par le Commissaire Général pour les Banques en Belgique auront pour mission de veiller, tout en respectant les droits de propriété et autres droits particuliers de ces entreprises, à ce que pendant la durée de la guerre leurs affaires ne soient pas gérées d'une façon opposée aux intérêts de l'Em-

pire allemand et du territoire occupé de la Belgique. Les frais de cette surveillance sont à la charge des entreprises sus-visées.

2. Le Commissaire Général pour les Banques en Belgique pourra prendre les mêmes mesures à l'égard d'entreprises dont le champ d'activité se trouve entièrement ou partiellement au Congo Belge ou à l'égard d'entreprises belges dont 10 % au moins du capital se trouvent entre les mains de sujets allemands.

II. Ces commissaires de surveillance sont notamment autorisés:

1. A interdire des mesures de toute nature intéressant les affaires de l'entreprise, spécialement les dispositions concernant des biens meubles et immeubles ainsi que des communications au sujet des affaires.

2. A prendre connaissance des livres et des écritures, à examiner l'inventaire de la caisse, des valeurs mobilières et des marchandises.

3. A exiger des renseignements sur tout ce qui intéresse l'entreprise.

III. Les administrateurs, les directeurs et les employés des entreprises ou des succursales sont tenus de suivre les instructions et les ordres des Commissaires de surveillance qui devront être invités en temps utile à chaque séance du Conseil d'Administration et à chaque assemblée générale; l'ordre du jour de ces réunions doit leur être communiqué. Toutes les décisions du Conseil d'Administration et de la Direction doivent être portées par écrit à la connaissance des Commissaires de surveillance.

IV. Il est interdit de remettre ou de virer ni directement ni indirectement dans les pays-ennemis des

fonds ou d'autres biens quelconques des entreprises ou des succursales surveillées.

Les Commissaires de surveillance pourront admettre des exceptions. Ils pourrront entr'autres décider, le cas échéant, que des fonds ou des valeurs dont la remise ou le virement est interdit selon l'alinéa 1 pourront être consignés aux Caisses du Gouvernement Civil pour le compte des ayant-droits.

V. Sera puni d'une amende pouvant s'élever jusqu'à frs. 50.000.— et d'un emprisonnement jusqu'à trois ans ou d'une de ces peines, quiconque, en sa qualité d'administrateur, de directeur ou d'employé d'une entreprise ou d'une succursale, aura intentionnellement contrevenu aux prescriptions des articles III et IV. La tentative est punissable. La connaissance des infractions au présent arrêté est attribuée aux tribunaux militaires.

VI. Lorsqu'une entreprise ou une succursale surveillée n'a pas d'administrateur, de directeur ou d'employé résidant dans le territoire occupé de la Belgique autorisé à la représenter légalement ou lorsque l'administrateur, le directeur ou l'employé ne remplit pas régulièrement ses fonctions, le Commissaire Général pour les banques en Belgique pourra, sur la demande du Commissaire de surveillance, nommer un remplaçant. Celui-ci aura à continuer la gestion des affaires courantes de l'entreprise ou de la succursale lorsque le Commissaire Général pour les banques en Belgique l'aura jugé nécessaire dans l'intérêt de l'Empire allemand ou du territoire occupé de la Belgique. Dans tous les autres cas il aura à liquider entièrement ou partiellement les affaires courantes. Il pourra aussi faire de nouvelles opérations, mais seule-

ment à l'effet de terminer des affaires en cours. Il aura à suivre les instructions et les ordres du Commissaire de surveillance.

Le remplaçant a droit au remboursement de ses débours et à une rémunération convenable de ses soins. Le montant en sera fixé par le Commissaire Général pour les banques en Belgique et perçu par le remplaçant à la caisse de l'entreprise ou de la succursale surveillée.

Pendant la durée du remplacement, le droit des administrateurs, directeurs et employés de représenter légalement l'entreprise ou la succursale est suspendu.

Le Commissaire Général pour les banques en Belgique peut faire cesser le remplacement sur la demande du Commissaire de surveillance.

VII. Les prescriptions plus étendues de l'arrêté du 18 septembre 1914 concernant la surveillance d'établissements de crédit et de maisons de banque (Bulletin officiel des Lois et Arrêtés pour le territoire occupé de la Belgique, No. 3) ne sont pas modifiées par le présent arrêté.

VIII. Cet arrêté entre en vigueur le jour de sa publication.

Bruxelles, le 26 novembre 1914.

I. *1. De Commissaris-Generaal voor de banken in België is gemachtigd, als bijwijze van vergelding, voor zulke ondernemingen of succursales van ondernemingen die zich bevinden in de bezette streken van België en die bestuurd of gecontroleerd worden van uit een land dat zich in oorlogstoestand bevindt met het Duitsche Rijk, of wiens opbrengsten geheel of gedeeltelijk af te doen zijn naar zulke landen of aan de onderdanen*

van zulke landen, of in de welke onderdanen van zulke landen op hetzij welke wijze geinteresseerd zijn, op kosten van deze ondernemingen toezichters te benoemen die, met bescherming van de eigendoms- en andere particuliere rechten van het ondernemen, moeten controleeren dat gedurende den oorlog de zaken niet gedaan worden op een wijze die in tegenstand is met de belangen van het Duitsche Rijk of van de bezette streken van België.

2. De Commissaris-Generaal voor de banken in België is gemachtigd dezelfde maatregelen te nemen tegenover ondernemingen welke geheel of gedeeltelijk hun werkkring hebben in den belgischen Kongostaat, zoowel als tegenover zulke belgische ondernemingen van wiens kapitaal ten minste tien per cent eigendom zijn van duitsche onderdanen.

II. *De toezichters zijn in het bijzonder bevoegd:*

1. Maatregelen van elken aard te verbieden die de zaken betreffen, in het bijzonder beschikkingen over vermogenswaarden en mededeelingen over de zaken;

2. De boeken en geschriften van de onderneming te zien en het bedrag der kas en het inventaris van de effecten en van de koopwaren te onderzoeken;

3. Inlichtingen te verlangen over alle zaken.

III. *De leden van den beheerraad, directeuren en beambten der ondernemingen moeten gevolg geven van, voor de toezicht van de onderneming genomen schikkingen en verordeningen der toezichters. Zij moeten vroegtijdig de toezichters uitnoodigen aan de zittingen van den beheerraad en aan de algemeene vergaderingen deel te nemen, en dit met kennisgeving van de dagorde, en hen kennis geven van alle besluiten van den beheerraad en van de directie.*

IV. *Geld of andere vermogenswaarden van een onder toezicht geplaatste onderneming mogen noch rechtstreeks noch onrechtstreeks in het vijandelijk buitenland betaald of afgedaan worden.*

De toezichters mogen uitzonderingen toestaan. Zij mogen ook in bijzondere gevallen bepalen dat geld of effecten, welke volgens alinea 1 niet mogen betaald of afgedaan worden, moeten gedeposeerd worden in de kas van het burgerlijk bestuur ten gunste van de rechthebbenden.

V. *Wie als lid van den beheerraad, directeur of beambte van een onderneming opzettelijk tegen de voorschriften van artikelen 3 of 4 handelt, wordt gestraft met een geldboete tot 50,000 frank en met gevangenis tot drie jaar of eene van deze straffen. De poging ervan is strafbaar. De militaire gerechten zijn bevoegd vonnissen uit te spreken.*

VI. *Indien eene gecontroleerde onderneming of succursale in de bezette streken van België geen lid van den beheerraad, directeur of beambten heeft die gemachtigd is deze wettelijk te vertegenwoordigen, ofwel indien het lid van den beheerraad, directeur of beambte zijn ambt niet regelmatig uitoefent, is de Commissaris-Generaal voor de banken in België gemachtigd, op aanvrage van den toezichter, eenen plaatsvervanger te benoemen.*

Deze plaatsvervanger moet de loopende zaken der ondernemingen of succursales voortzetten, indien de Commissaris-Generaal voor de banken in België zulks aanschouwt als in overeenstemming zijnde met de belangen van het Duitsche Rijk of van de bezette streken van België; in alle andere gevallen moet hij de loopende zaken geheel of gedeeltelijk tot een einde

brengen en is hij ook bevoegd nieuwe zaken te beginnen, om loopende zaken ten einde te brengen. Hij moet aan de schikkingen en verordeningen van den toezichter gevolg geven.

De plaatsvervanger kan terugbetaling verlangen van zijne onkosten en een behoorlijke vergoeding voor zijne werkzaamheid. Het bedrag ervan zal geregeld worden door den Commissaris-Generaal voor de banken in België en door den plaatsvervanger te ontvangen van de onderneming of de succursale.

Voor den duur der plaatsvervanging is de bevoegdheid der leden van den beheerraad directeuren en beambten de onderneming of de succursale wettelijk te vertegenwoordigen, gestaakt.

De Commissaris-Generaal voor de banken in België mag de plaatsvervanging op aanvraag van den toezichter opheffen.

VII. *Door de bepalingen van deze verordening worden de meer uitgebreidde voorschriften van de Verordening van 18 September 1914 betrekkelijk de toezicht over banken en bankfirma's (Wet- en Verordeningsblad voor de bezette streken van België No. 3) niet gewijzigd.*

VIII. *Deze Verordening treedt den dag van hun bekendmaking in werking.*

Brussel, den 26 November 1914.

No. 17. — 1. DEZEMBER 1914. Pag. 57.

VERORDNUNG.

Art 1. Das Deutsche Reich, Oesterreich-Ungarn und die Türkei gelten für das besetzte Gebiet Belgiens nicht als fremde Macht oder als Feind im

Sinne des Art 113 ff. des in Belgien geltenden Strafgesetzbuches (Code Pénal) und des Gesetzes vom 4. August 1914 (Loi sur les crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat).

Art. 2. Wer es unternimmt, Arbeitswillige durch Zwang, Drohung, Überredung oder andere Mittel von der Arbeit für Deutsche Behörden oder von Deutschen Behörden beauftragte Unternehmer abzuhalten, wird mit Gefängnis bestraft.

Art. 3. Zur Aburteilung sind ausschliesslich die Militärgerichte zuständig.

Art. 4. Diese Verordnung tritt mit ihrer Verkündigung in Kraft.

Brüssel, den 19. November 1914.

Art. 1er. L'Empire allemand, l'Autriche-Hongrie et la Turquie ne sont point considérées, pour le territoire occupé de la Belgique, comme étant des puissances étrangères ou ennemies dans le sens défini par les articles 113 et suivants du Code Pénal belge et de la loi du 4 août 1914 (sur les crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat).

Art. 2. Sera puni d'emprisonnement quiconque aura tenté de retenir, par la contrainte, par des menaces, par la persuasion ou par d'autres moyens, de l'exécution d'un travail destiné aux autorités allemandes, des personnes disposées à fournir ce travail ou des entrepreneurs chargés par les autorités allemandes de l'exécution de ce travail.

Art. 3. Les tribunaux militaires sont exclusivement compétents pour connaître des délits commis en cette matière.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur à partir du jour de sa publication.

Bruxelles, le 19 novembre 1914.

Art. 1. Het Duitsche Rijk, Oostenrijk-Hongarye en Turkije gelden voor het bezette gebied van België niet als vreemde macht of als vijand in den zin van art. 113 enz. van het in België geldig zijnde strafwetboek (Code Pénal) en van de wet van 4 Augusti 1904 (Loi sur les crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat).

Art. 2. Alwie het onderneemt, arbeidswilligen door dwang, dreiging, overreding of andere middelen van den arbeid voor duitsche overheden of door duitsche overheden gelaste ondernemers te wederhouden, wordt met gevangenis gestraft.

Art. 3. Tot de veroordeeling zijn uitsluitelijk de militaire gerechten bevoegd.

Art. 4. Deze verordening treedt in werking met hare verkondiging.

Brussel, den 19 November 1914.

VERORDNUNG. Pag. 59.

I. Die Vorschriften der Verordnung vom 3. November 1914 betreffend Zahlungsverbot gegen England und Frankreich (veröffentlicht im Gesetz- und Verordnungsblatt für die okkupierten Gebiete Belgiens No. 10) werden im Wege der Vergeltung auch auf Russland und Finnland für anwendbar erklärt.

II. Den Erlass von Vollzugs-Vorschriften zwecks Sicherung der Durchführung dieser Verordnung und der Verordnung vom 3. November 1914 übertrage ich hiermit dem Generalkommissar für die Banken in Belgien.

III. Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Brüssel, den 28. November 1914.

I. Sont déclarées applicables, par voie de rétorsion, à l'égard de la Russie et de la Finlande, les dispositions de l'arrêté du 3 novembre 1914 relatif à l'interdiction d'effectuer des payements à l'Angleterre et à la France, publié dans le No. 10 du Bulletin officiel des Lois et Arrêtés pour le territoire belge occupé.

II. Le Commissaire Général pour les Banques en Belgique est chargé de décréter les mesures en vue d'assurer l'exécution du présent arrêté ainsi que de celui du 3 novembre 1914.

III. Le présent arrêté entre immédiatement en vigueur.

Bruxelles, le 28 novembre 1914.

I. *De voorschriften der verordening van 3 November 1914 betrekkelijk het verbod van betaling naar England en Frankrijk, (gepubliceerd in het Wet- en Verordeningsblad voor de bezette streken van België, Nr. 10) worden door wedervergelding ook op Rusland en Finland als aanwendbaar verklaard.*

II. *Het besluit der voltrekkings-voorschriften ten einde de handhaving dezer verordening en der verordening van 3 November 1914 te waarborgen, wordt hiermede den generaal-commissaris voor de banken in België overdragen.*

III. *Deze verordening treedt dadelijk in werking.*

Brussel, den 28 November 1914.

No. 18. — 7. DEZEMBER 1914. Pag. 61.

VERORDNUNG.

über die Aufhebung des Gesetzen vom 4. August 1914 betreffend die Uebertragung von Amtsbefugnissen im Falle der Invasion und über die Wahrnehmung der nach den Gesetzen über die Provinzial- und über die Gemeindeverwaltung den Provinzialgouverneuren und dem König der Belgier zustehenden Befugnisse.

Art. 1. Das Gesetz betreffend die Uebertragung von amtlichen Befugnissen im Falle der Invasion vom 4. Augustus 1914 (Loi relative aux délégations en cas d'invasion du territoire) wird hiermit aufgehoben.

Art. 2. Die nach den Gesetzen über die Provinzial- und über die Gemeindeverwaltung den Provinzialgouverneuren zustehenden Befugnisse werden von den Kaiserlich Deutschen Militärgouverneuren ausgeübt, in deren Namen die diesen zugeteilten Präsidenten der Zivilverwaltung die laufenden Geschäfte der Provinzialverwaltung sowie die Geschäfte und den Vorsitz in den *Deputations permanentes* führen. Die dem König der Belgier zustehenden Befugnisse werden von mir als dem Kaiserlichen Generalgouverneur ausgeübt.

Art. 3. Diejenigen seit dem Inkrafttreten des erwähnten Gesetzes vom 4. August 1914 von den *Deputations permanentes*, den *Conseils provinciaux* und den *Conseils communaux* gefassten Beschlüsse, zu deren Gültigkeit die Genehmigung des Provinzialgouverneurs oder des Königs erforderlich gewesen wäre, bedürfen zu ihrer Gültigkeit der nachträglichen Genehmigung der im Artikel 2 bezeichneten Instanzen.

Brüssel, den 3. Dezember 1914.

Arrêté abrogeant la loi du 4 août 1914 sur la délégation des pouvoirs en cas d'invasion du territoire, et réglant l'exercice des pouvoirs qui appartiennent aux gouverneurs provinciaux et au Roi des Belges en vertu des lois sur l'administration des provinces et des communes.

Art. 1er. La loi du 4 août 1914 relative à la délégation des pouvoirs en cas d'invasion du territoire est abrogée.

Art. 2. Tous les pouvoirs appartenant aux gouverneurs provinciaux en vertu des lois sur l'administration des provinces et des communes sont exercés par les gouverneurs militaires de l'Empire allemand. Les présidents du gouvernement civil ressortissant aux gouverneurs traitent, au nom de ceux-ci, les affaires courantes de l'administration provinciale et pourvoient aux affaires et à la présidence des députations permanentes. Les pouvoirs appartenant au Roi des Belges sont exercés par moi, en ma qualité de Gouverneur Général Impérial.

Art. 3. Les résolutions prises depuis l'entrée en vigueur de la loi susmentionnée du 4 août 1914, par les députations permanentes, les conseils provinciaux et les conseils communaux doivent, pour être valables, être approuvées, après coup, par les autorités désignées à l'article 2, pour autant que ces décisions eussent dû être approuvées par les gouverneurs provinciaux ou par le Roi.

Bruxelles, le 3 décembre 1914.

Verordening nopens opheffing der wet van 4 Augusti 1914 betreffende de overdraging van ambtsbevoegdheden in geval van vijandelijken inval en nopens de waarneming der volgens de wetten over het provinciaal- en over het gemeentebe-

stuur aan de gouverneurs der provinciën en aan den Koning der Belgen toekomende bevoegdheden.

Art. 1. De wet nopens de overdraging van ambtsbevoegdheden in geval van vijandelijken inval van 4 Augusti 1914 (Loi relative aux délégations en cas d'invasion du territoire) wordt hiermede opgeheven.

Art. 2. De bevoegdheden die volgens de wetten over het provinciaal- en over het gemeentebestuur aan de gouverneurs der provinciën toekomen, worden door de Keizerlijk Duitsche Militaire Gouverneurs uitgeoefend, in wiens naam de dezen bijgevoegde presidenten van het burgerlijk bestuur de loopende zaken van het provinciaal bestuur zullen behandelen zooals in de bestendige afvaardigingen de zaken zullen behandelen en het voorzitterschap uitoefenen. De bevoegdheden die aan den Koning der Belgen toekomen, worden door mij als den Keizerlijken Gouverneur-Generaal uitgeoefend.

Art. 3. De besluiten die sedert het in werking treden van bovenvermelde wet van 4 Augusti 1914 door de bestendige afvaardigingen, de provincieraden en de gemeenteraden zijn genomen worden, moeten, om geldig te zijn, naderhand door de in artikel 2 aangegeven overheden goedgekeurd worden, in zooverre de goedkeuring van den gouverneur der provincie of des Konings tot de geldigheid dezer besluiten zou noodig geweest zijn.

Brussel, den 3n December 1914.

No. 19. — 11. DEZEMBER 1914. Pag. 63.

VERORDNUNG.

betr. ausserordentliche Tagung der Provinzialräte.

Art. 1. Die Provinzialräte der belgischen Provinzen werden hierdurch zu einer ausserordent-

lichen Tagung auf Samstag den 19. Dezember 1914 vormittags 12 Uhr (deutsche Zeit) in die Provinzialhauptstädte einberufen.

Art. 2. Die Veröffentlichung dieser Einberufung erfolgt lediglich in dem von der Kaiserlich Deutschen Verwaltung herausgegebenen „Gesetz- und Verordnungsblatt".

Art. 3. Die Ladung der Mitglieder der Provinzialräte erfolgt durch die „Députations permanentes".

Die Anwesenheit des Gouverneurs der Provinz bei der Tagung ist nicht erforderlich.

Die „Députation permanente" bestimmt dasjenige Deputationsmitglied, welches die Tagung eröffnet und schliesst.

Die Eröffnung und Schliessung erfolgt im Namen des Kaiserlich Deutschen Generalgouverneurs.

Art. 4. Die Tagung dauert nicht länger als einen Tag und findet unter Ausschluss der Oeffentlichkeit statt.

Einziger Gegenstand der Beratung und Beschlussfassung ist:

„Art der Aufbringung der der Bevölkerung des belgischen Staates auferlegten Kriegskontribution."

Art. 5. Die Provinzialräte sind bei dieser Tagung ohne Rücksicht auf die Zahl der anwesenden Mitglieder beschlussfähig.

Brüssel, den 8. Dezember 1914.

Arrêté concernant la convocation des conseils provinciaux en session extraordinaire.

Art. 1er. Les conseils provinciaux des provinces belges sont convoqués par les présentes en session extraordinaire pour samedi le 19 décembre 1914, à midi (heure allemande), aux chefs-lieux des provinces.

Art. 2. Ces sessions extraordinaires ne seront annoncées que par le *Gesetz- und Verordnungsblatt* du gouvernement allemand (Bulletin officiel des lois et arrêtés pour le territoire belge occupé).

Art. 3. Les convocations des membres des conseils sont faites par les députations permanentes.

La présence du gouverneur de la province n'est pas obligatoire.

La députation permanente nommera celui des membres de la députation par qui la session du conseil sera ouverte et close.

La session sera ouverte et close au nom du Gouverneur général allemand impérial.

Art. 4. La durée de la session ne dépassera pas un jour. La séance se fait en comité secret.

L'objet unique de la délibération dont l'assemblée est tenu de s'occuper exclusivement est: „le mode visant l'accomplissement de l'imposition de guerre mise à la charge de la population belge."

Art. 5. La délibération se fait en toute validité, sans égard au nombre des membres présents.

Bruxelles, le 8 décembre 1914.

Verordening. Buitengewone zitting der Provincieraden.

Art. 1. De Provincieraden der Belgische provinciën worden hierbij tot eene buitengewone zitting op Zaterdag 19 December 1914 te middag 12 uur (Duitsche tijd) in de hoofdplaats hunner provincie bijeengeroepen.

Art. 2. Deze bijeenroeping wordt uitsluitend in het door het Keizerlijk Duitsche Bestuur uitgegeven Wet- en Verordeningsblad bekend gemaakt.

Art. 3. De bijeenroeping van de leden der Provincieraden geschiedt door de Bestendige Deputaties.

De aanwezigheid van den Gouverneur der Provincie is niet verplichtend.

De Bestendige Deputatie duidt het lid der Deputatie aan, gelast de zitting te openen en te sluiten.

Het openen en sluiten geschiedt in den naam van den Keizerlijken Generaalgouverneur.

Art. 4. De zitting duurt niet langer dan één dag en wordt bij gesloten deuren gehouden.

Eenig punt aan de dagorde:

„Onderzoeken hoe de Belgische Bevolking de haar opgelegde oorlogsbelasting zal opbrengen."

Art. 5. De Provincieraden mogen op deze zitting besluiten nemen, welk ook het aantal der aanwezige leden zij.

Brussel, den 8n December 1914.

No. 20. — 17 DEZEMBER 1914. Pag. 65.

BEKANNTMACHUNG.

Gemäss Artikel 3 des Gesetzes vom 26. Mai 1914, betreffend die Abänderung des Gesetzes vom 13. December 1889 über die Arbeit der Frauen, jugendlichen Arbeiter und Kinder, wird die Fassung des Gesetzes über die Arbeit der Frauen und der Kinder nachstehend bekannt gemacht.

II. Die den Artikeln 1 und 2 des Gesetzes vom 26. Mai 1914 entsprechenden Bestimmungen in den Artikeln 1, 2, 4, 9, 10, 11, 12, 19, 22, 23, 24 und 27 des Gesetzes in der jetzigen Fassung treten am 1 Januar 1915 in Kraft.

Brüssel, den 15. Dezember 1914.

I. Conformément à l'article 3 de la loi du 26 mai

1914 apportant des modifications à la loi du 13 décembre 1889 sur le travail des femmes, des adolescents, et des enfants le texte de la loi sur le travail des femmes et des enfants est promulgué comme suit.

II. Les dispositions correspondant aux articles 1 et 2 de la loi du 26 mai 1914, qui sont contenues dans les articles 1, 2, 4, 9, 10, 11, 12, 19, 22, 23, 24 et 27 de la loi modifiée, entreront en vigueur le 1er janvier 1915.

Bruxelles, le 15 décembre 1914.

I. *Volgens artikel 3 der wet van 26 Mei 1914 tot wijziging van de wet van 13 December 1889 op den arbeid der vrouwen, jongelingen en kinderen wordt de wet op den arbeid van vrouwen en kinderen als volgt afgekondigd.*

II. *De met de artikelen 1 en 2 der wet van 26 Mei 1914 overeenstemmende bepalingen en vervat in de artikelen 1, 2, 4, 9, 10, 11, 12, 19, 22, 23, 24 en 27 van de gewijzigde wettext treden in werking den 1n Januari 1915.*

Brussel, den 15n December 1914.

GESETZ ÜBER DIE ARBEIT DER FRAUEN UND KINDER.

Art. 1. Die Bestimmungen dieses Gesetzes finden Anwendung auf Arbeiten:

1. In Bergwerken, Gruben, Brüchen, auf Bauplätzen;
2. In Hüttenwerken, Manufakturen, Fabriken, Werkstätten, Gast- un Schankwirtschaften, Bureaux von gewerblichen und Handelsunternehmungen;

3. In den Anlagen, die als gefährlich, ungesund oder lästig bezeichnet sind, sowie in Anlagen, in denen Dampfkessel oder Motoren zur Arbeit verwendet werden;

4. In Häfen, auf Landungsplätzen und Bahnhöfen;

5. Beim Transport zu Wasser und zu Lande.

Die Bestimmungen dieses Gesetzes gelten für öffentliche und private Unternehmungen, auch wenn sie der beruflichen Ausbildung oder der Wohltätigkeit dienen.

Ausgenommen sind:

Arbeiten, in Betrieben, in denen nur Familienangehörige unter der Leitung des Vaters, der Mutter oder des Vormundes beschäftigt werden sofern diese Betriebe nicht zu denen gehören, die als gefährlich, ungesund oder lästig bezeichnet sind, oder die nicht mit Hilfe von Dampfkesseln oder Motoren arbeiten.

Art. 2. Kinder unter 14 Jahren dürfen nicht beschäftigt werden.

Doch ist für Kinder, die im Besitz eines auf Grund des Gesetzes über die allgemeine Schulpflicht und die Abänderung des Grundgesetzes über den Volksschulunterricht ausgestellten Schulabgangszeugnisses sind, die Altersgrenze auf 13 Jahre herabgesetzt.

Die Bestimmungen dieses Artikels und die des Artikels 10 finden auch auf die für Rechnung eines Unternehmers ausgeführte Heimarbeit Anwendung.

Art. 3. Kinder unter 16 Jahren dürfen nach neun Uhr Abends und vor fünf Uhr Morgens nicht beschäftigt werden.

Art. 4. Der König regelt die Dauer der täglichen

Arbeitszeit und die Dauer und die Bedingungen der Pausen für Kinder unter 16 Jahren, sowie für Mädchen oder Frauen über 16 und unter 21 Jahren, alles je nach der Art der Arbeiten, mit denen sie beschäftigt werden, und nach den Bedürfnissen der Gewerbe, Berufe oder Handwerke.

Kinder unter 16 Jahren, Mädchen oder Frauen über 16 und unter 21 Jahren dürfen nicht länger als zwölf Stunden täglich beschäftigt werden; die Arbeitszeit muss durch Pausen unterbrochen sein, deren Gesamtdauer mindestens anderthalb Stunden beträgt.

Es ist den Unternehmern untersagt, diesen Personen Arbeit in dem Umfange nach Hause mitzugeben, dass durch die Ausführung die durch dieses Gesetz und durch Verordnungen geregelte Arbeitszeit überschrifteu wird.

Art. 5. Knaben unter 14 Jahren und Frauen ohne Unterschied des Alters dürfen in Bergwerken, Gruben und Brüchen nicht unter Tage beschäftigt werden.

Art. 6. Frauen dürfen während vier Wochen nach ihrer Niederkunft nicht beschäftigt werden.

Art. 7. Die Nachtarbeit ist allen Frauen ohne Unterschied des Alters untersagt.

Art. 8. Die aus der Vorschrift des Artikels 7 sich ergebende Nachtruhe muss eine ununterbrochene Dauer von mindestens elf Stunden haben, von denen acht in die Zeit von neun Uhr Abens bis fünf Uhr Morgens fallen müssen.

Art. 9. Der König kann die Bestimmungen dieses Gesetzes auf alle anderen Arbeiten ausdehnen, die die Gesundheit oder die Sittlichkeit der Kinder zu schädigen geeignet sind.

Art. 10. Der König kann die Beschäftigung von

Kindern im Alter von 13 bis 14 Jahren und bis zur Einrichtung der vierten Schulstufe, aber nich über den 1. Januar 1920 hinaus, die Beschäftigung von Kindern im Alter von 12 bis 14 Jahren für eine gewisse Zahl von Stunden täglich, für eine gewisse Zahl von Tagen und unter gewissen Bedingungen zulassen, wobei den Anforderungen des Volksschulunterrichts und des Fachunterrichts, der Art der Beschäftigung und den Bedürfnissen der Gewerbe, Berufe oder Handwerke Rechnung zu tragen ist.

Art. 11. Der König kann ohne Vorbehalt oder unter gewissen Bedingungen anordnen, dass die Arbeitszeit der in Gast- und Schankwirtschaften beschäftigten grossjährigen Frauen über neun Uhr Abends verlängert wird, doch muss zwischen Beendigung und Wiederaufnahme der Arbeit ein Zwischenraum von mindestens elf Stunden liegen.

Art. 12. Der König kann ohne Vorbehalt oder unter gewissen Bedingungen gestatten, dass Knaben über 14 Jahre nach neun Uhr Abends und vor fünf Uhr Morgens mit Arbeiten beschäftigt werden, die ihrer Art nach nicht unterbrochen oder aufgeschoben oder nur zu bestimmten Stunden ausgeführt werden können.

Der König kann anordnen, dass in Bergwerken gewisse Kategorien männlicher Arbeiter über 14 Jahre des Nachts beschäftigt werden dürfen.

Für alle Gewerbe oder alle Handwerke können, wenn höhere Gewalt den Betrieb unterbrochen hat oder aussergewöhnliche Umstände vorliegen, die Gouverneure nach Anhörung des zuständigen Inspektors die gleiche Genehmigung für begrenzte Zeit erteilen.

Der Erlass des Gouverneurs wird wirkungslos,

wenn er nich innerhalb zehn Tagen nach seinem Datum von dem Minister, in dessen Geschäftsbereich die Gewerbepolizei liegt, bestätigt ist.

Die in den beiden vorhergehenden Absätzen vorgesehene Genehmigung kann auf höchstens zwei Monate erteilt werden; nach Anhörung des zuständigen Inspektors kann sie erneuert werden.

Art. 13. Der König kann die Beschäftigung von Kindern unter 16 Jahren, sowie von Mädchen oder Frauen über 16 und unter 21 Jahren mit solchen Arbeiten untersagen, die ihre Kräfte übersteigen oder Gefahren für sie mit sich bringen.

Er kann die Beschäftigung von Kindern unter 16 Jahren, sowie von Mädchen oder Frauen über 16 Jahren und unter 21 Jahren mit solchen Arbeiten, die als ungesund bezeichnet sind, ganz verbieten oder für eine gewisse Zahl von Stunden täglich, für eine gewisse Zahl von Tagen und unter gewissen Bedingungen zulassen.

Art. 14. Der König kann für diejenigen Gewerbe, in welchen Rohstoffe oder Zwischenprodukte bearbeitet werden, die sehr raschen Verderben ausgesetzt sind und deern Verlust sonst unvermeidlich erschiene, Ausnahmen von den Vorschriften der Artikel 7 und 8 zulassen.

Art. 15. Wenn in einem Unternehmen infolge höherer Gewalt eine nicht vorherzusehende, nicht regelmässig wiederkehrende Unterbrechung des Betriebes eintritt, kann das Verbot der Nachtarbeit (Art. 7) durch eine Genehmigung auf Grund des Artikels 12 Absatz 3 bis 5 aufgehoben werden.

Art. 16. In den Gewerben, die dem Einfluss der Jahreszeiten unterworfen sind, kann die Dauer der ununterbrochenen Nachtruhe (Art. 8. —) für sech-

zig Tage im Jahre auf zehn Stunden täglich herabgesetzt werden.

Diese Gewerbe werden durch Königliche Verordnung bezeichnet. Die Verordnung setzt die Bedingungen fest, die der Unternehmer bei Benachrichtigung des Arbeitsinspektors einzuhalten hat.

Art. 17. Wenn aussergewöhnliche Umstände vorliegen, kann auf Grund einer Genehmigung gemäss Artikel 12 Absatz 3 und 4 die Dauer der ununterbrochenen Nachruhe (Art. 8. —) für sechzig Tage im Jahre auf zehn Stunden herabgesetzt werden.

Art. 18. Um die ihm den Artikeln 4, 9—16 übertragenen Befugnisse auszuüben, holt der König Gutachten der folgenden Körperschaften ein:

1. Der zuständigen Abteilungen der Gewerbe- und Arbeitsräte;

2. Des Oberrates für öffentliche Gesundheitspflege;

3. Des Oberarbeitsrates.

Auf das an sie gerichtete Ersuchen erstatten diese Körperschaften ihre Gutachten binnen zweier Monate. Ein nach dieser Frist eingelaufenes Gutachten gilt als nicht erstattet.

Art. 19. Die Ausführung des Gesetzes wird, unbeschadet der den ordentlichen Polizeibehörden obliegenden Pflichten, durch Beamte überwacht, die die Regierung ernennt.

Die Befugnisse dieser Beamten werden durch Königliche Verordnung geregelt.

Art. 20. Den auf Grund des vorhergehenden Artikels ernannten Beamten ist ungehinderter Zutritt zu den in Artikel 1 bezeichneten Anlagen zu gewähren.

Sie können verlangen, dass ihnen die gemäss Artikel 21 zu führenden Arbeitsbücher und Verzeichnisse vorgelegt werden.

Die Unternehmer, Arbeitgeber, Geschäftsführer, Aufseher und Arbeiter haben die Auskünfte zu erteilen, deren die Inspektoren bedürfen, um sich über die Beachtung des Gesetzes zu vergewissern.

Im Fall von Gesetzesverletzungen nehmen die Inspektoren Protokolle auf, deren Inhalt bis zum Beweis des Gegenteils Geltung hat.

Das Protokoll verliert seine Geltung, wenn dem Uebertreter nicht innerhalb achtundvierzig Stunden eine Abschrift zugestellt wird.

Art. 21. Kinder unter 16 Jahren, sowie Mädchen und Frauen über 16 und unter 21 Jahren müssen mit einem Arbeitsbuch versehen sein, das ihnen von der Ortsbehörde ihrer Heimat oder, falls diese nicht bekannt ist, von der Behörde ihres Aufenthaltsortes kostenfrei ausgestellt wird; in das Arbeitsbuch sind Namen und Vornamen des Arbeiters, Datum und Ort seiner Geburt, sein Heimatsort, sowie auch Namen, Vornamen und Heimatsort entweder des Vaters und der Mutter oder des Vormundes einzutragen.

Die Arbeitsbücher sind nach einem durch Königliche Verordnung vorgeschriebenen Muster einzurichten.

Auszüge aus den Verzeichnissen des Personenstandes und alle anderen für die Führung des Arbeitsbuches notwendigen Papiere sind kostenfrei zu beschaffen.

Die Unternehmer, Arbeitgeber oder Geschäftsführer haben über die in Absatz 1 vorgeschriebenen Eintragungen ein Verzeichnis zu führen.

Art. 22. Die Unternehmer sind verpflichtet, die Aushänge anzubringen, die für die Kontrolle notwendig erachtet werden. Sie haben sich allen ande-

ren durch Königliche Verordnung erlassenen Vorschriften zu unterwerfen.

Art. 23. Die Unternehmer, Arbeitgeber, Direktoren oder Geschäftsführer, welche den Vorschriften des Gesetzes und den auf seine Ausführung sich beziehenden Verordnungen wissentlich zuwiderhandeln, verfallen in eine Geldstraffe von 26 bis 100 Francs. Bei Zuwiderhandlung gegen Artikel 2 dieses Gesetzes beträgt die Mindeststrafe 50 Francs.

Die Strafe wird für jeden einzelnen Fall der dem Gesetz oder den Verordnungen zuwiderlaufenden Beschättigung einer Person ausgesprochen mit der Massgabe, dass die Gesamtstrafe 1000 Francs nicht überschreiten darf.

Wenn innerhalb fünf Jahren nach einer Verurteilung erneute Zuwiderhandlung erfolgt, werden die Strafen verdoppelt mit der Massgabe, dass die Gesamtstrafe 2000 Francs nicht überschreiten darf.

Art. 24. Die Unternehmer, Arbeitgeber, Grundstückbesitzer, Directoren oder Geschäftsführer, die der durch dieses Gestz geordneten Aufsicht Hindernisse bereiten, verfallen in eine Geldstrafe von 26 bis 100 Francs, unbeschadet der Anwendung der durch die Artikel 269-274 des Strafgesetzbuches angedrohten Strafen.

Wenn innerhalf fünf Jahren nach einer Verurteilung erneute Zuwiderhandlung erfolgt, wird die Strafe verdoppelt.

Art. 25. Die Unternehmer haften zivilrechtlich für die Zahlung der ihren Directoren oder Geschäftsführen auferlegten Strafen.

Art. 26. Wer als Vater, Mutter oder Vormund sein Kind oder sein Mündel in gesetzwidriger Weise beschäftigt oder eine gesetzwidrige Beschäftigung

zulässt, verfällt in eine Geldstrafe von 1 bis 25 Francs.

Wenn innerhalb zwölf Monaten nach einer Verurteilung erneute Zuwiderhandlung erfolgt, kann die Strafe verdoppelt werden.

Art. 27. In Abweichung von Artikel 100 des Strafgesetzbuches ist Kapitel VII und Artikel 85 des Ersten Buches des Strafgesetzbuches auf die in dem vorliegenden Gesetze vorgesehenen Zuwiderhandlungen anwendbar. Doch findet bei erneuter Zuwiderhandlung Artikel 85 des Strafgesetzbuches keine Anwendung.

Art. 28. Die Strafverfolgung wegen einer Zuwiderhandlung gegen die Bestimmungen dieser verjährt mit Ablauf eines vom Tage der Zuwiderhandlung an zu rechnenden vollen Jahres.

Art. 29. Die Regierung erstattet den Kammern alle drei Jahre Bericht über Ausführung und Wirkungen des Gesetzes.

Art. 30. Die Bestimmungen dieses Gesetzes finden auf die in Unternehmungen der Wollkämmerei- und -spinnerei beschäftigten grossjährigen erst vom 1. Januar 1920 ab Anwendung.

LOI SUR LE TRAVAIL DES FEMMES ET DES ENFANTS.

Art. 1er. Est soumis au régime de la présente loi le travail qui s'exécute:

1o. Dans les mines, minières, carrières, chantiers;

2o. Dans les usines, manufactures, fabriques, ateliers, restaurants, débits de boissons et bureaux des entreprises industrielles et commerciales;

3o. Dans les établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes, ainsi que dans ceux

où le travail se fait à l'aide de chaudières à vapeur ou de moteurs mécaniques;

4o. Dans les ports, débarcadères, stations;

5o. Dans les transports par terre et par eau.

Les dispositions de la loi s'appliquent aux établissements publics comme aux établissements privés, même quand ils ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

Sont exceptés:

Les travaux effectués dans les établissements où ne sont employés que les membres de la famille, sous l'autorité, soit du père ou de la mère, soit du tuteur, pourvu que ces établissements ne soient pas classés comme dangereux, insalubres ou incommodes ou que le travail ne s'y fasse pas à l'aide de chaudières à vapeur ou de moteurs mécaniques.

Art. 2. Il est interdit d'employer au travail les enfants âgés de moins de 14 ans.

Toutefois, la limite d'âge est abaissée à 13 ans pour les enfants porteurs d'un certificat d'études délivré en conformité de la loi décrétant l'instruction obligatoire et apportant des modifications à la loi organique de l'enseignement primaire.

Les dispositions du présent article ainsi que celles de l'article 10 s'appliquent même au travail effectué à domicile pour le compte d'un chef d'entreprise.

Art. 3. Les enfants âgés de moins de 16 ans ne peuvent être employés au travail après 9 heures du soir et avant 5 heures du matin.

Art. 4. Le Roi règle la durée du travail journalier, ainsi que la durée et les conditions du repos en ce que concerne les enfants âgés de moins de 16 ans, ainsi que les filles ou les femmes âgées de plus de 16 ans ou de moins de 21 ans, le tout d'après la nature des occupations auxquelles ils seront empoyés et

d'après les nécessités des industries, professions ou métiers.

Les enfants âgés de moins de 16 ans ainsi que les filles ou les femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, ne pourront être employés au travail plus de douze heures par jour divisées par des repos, dont la durée totale ne sera pas inférieure à une heure et demie.

Il est interdit aux chefs d'entreprise de donner à ces personnes de l'ouvrage supplémentaire à effectuer à domicile, en dehors du temps réglé par la présente loi ou par les arrêtés d'exécution.

Art. 5. Les garçons âgés de moins de 14 ans et les femmes sans distinction d'âge ne peuvent être employés dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières.

Art. 6. Les femmes ne peuvent être employées au travail pendant les quatre semaines qui suivent leur accouchement.

Art. 7. Le travail de nuit est interdit à toutes les femmes, sans distinction d'âge.

Art. 8. Le repos de nuit, visé à l'article précédent, doit avoir une durée minimum de onze heures consécutives; dans ces onze heures est compris l'intervalle de 9 heures du soir à 5 heures du matin.

Art. 9. Le Roi peut étendre les dispositions de la présente loi à tous autres travaux qui sont de nature à compromettre la santé ou la moralité des enfants.

Art. 10. Le Roi peut autoriser l'emploi des enfants âgés de 13 à 14 ans et, jusqu'à ce que le 4e degré soit organisé, mais sans dépasser la date du 1er janvier 1920, des enfants de 12 à 14 ans, pour un certain nombre d'heures par jour, pour un certain nombre de jours, et sous certaines conditions, le tout d'après les exigences de l'enseignement primaire et de l'enseignement

professionnel, la nature des occupations et les nécessités des industries, professions ou métiers.

Art. 11. Le Roi peut, soit purement et simplement, soit sous certaines conditions, autoriser la prolongation du travail des femmes majeures employées dans les restaurants et débits de boissons, au delà de 9 heures du soir, pourvu que l'intervalle entre la cessation et la reprise du travail reste de onze heures au minimum.

Art. 12. Le Roi peut autoriser, soit purement et simplement, soit moyennant certaines conditions, l'emploi des garçons âgés de plus de 14 ans après 9 heures du soir et avant 5 heures du matin, à des travaux qui, à raison de leur nature, ne peuvent être interrompus ou retardés ou ne peuvent s'effectuer qu'à des heures déterminées.

En ce qui concerne les travaux des mines, le Roi peut également autoriser l'emploi au travail de nuit de certaines catégories de travailleurs âgés de plus de 14 ans.

Pareille autorisation pourra être accordée, pour un temps déterminé, par les gouverneurs, sur le rapport de l'inspecteur compétent, pour toutes les industries ou tous les métiers, en cas de chômage résultant de force majeure ou dans des circonstances exceptionnelles.

L'arrêté du gouverneur cessera ses effets si, dans les dix jours de sa date, il n'est approuvé par le Ministre ayant dans ses attributions la police de l'industrie.

L'autorisation ne pourra être accordée, conformément aux deux alinéas précédents, que pour deux mois au plus; elle pourra être renouvelée, l'inspecteur compétent entendu.

Art. 13. Le Roi peut interdire l'emploi des enfants âgés de moins de 16 ans, ainsi que des filles ou des femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans,

à des travaux excédant leurs forces ou qu'il y aurait du danger à leur laisser effectuer.

Il peut interdire ou n'autoriser que pour un certain nombre d'heures par jour, pour un certain nombre de jours, et sous certaines conditions, l'emploi à des travaux reconnus insalubres, des enfants, âgés de moins de 16 ans, ainsi que des filles ou des femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans.

Art. 14. Le Roi peut autoriser des dérogations aux prescriptions des articles 7 et 8 dans les industries où le travail s'applique, soit à des matières premières, soit à des matières en élaboration, qui sont susceptibles d'altération très rapide et dont la perte paraitrait autrement inévitable.

Art. 15. Lorsque, dans une entreprise, un cas de force majeure produit une interruption impossible à prévoir et n'ayant pas un caractère périodique, l'interdiction du travail de nuit (art. 7) peut être levée par une autorisation accordée conformément à l'article 12, 3e, 4e et 5e alinéas de la présente loi.

Art. 16. Dans les industries soumises à l'influence des saisons, la durée du repos ininterrompu de nuit (art. 8) peut être réduite à dix heures, soixante jours par an.

Ces industries sont déterminées par arrêté royal. L'arrêté fixe les conditions dans lesquelles le chef d'entreprise, qui use de la faculté prévue au présent article, est tenu de prévenir l'inspecteur du travail.

Art. 17. En cas de circonstances exceptionnelles, la durée du repos ininterrompu de nuit peut être réduite à dix heures, soixante jours par an, en vertu d'une autorisation accordée, conformément à l'article 12, 3e et 4e alinéas de la présente loi.

Art. 18. Pour exercer les attributions qui lui sont conférées par les articles 4, 9-16 de la présente loi, le Roi prend l'avis:

1o. Des sections compétentes des conseils de l'industrie et du travail;

2o. Du conseil supérieur d'hygiène publique;

3o. Du conseil supérieur du travail.

Ces divers collèges transmettent leur avis dans les deux mois de la demande qui leur en est faite, à défaut de quoi il est passé outre.

Art. 19. Des fonctionnaires désignés par le gouvernement surveillent l'exécution de la présente loi, sans préjudice aux devoirs qui incombent aux officiers de police judiciaire.

Leurs attributions sont déterminées par arrêté royal.

Art. 20. Les fonctionnaires désignés en vertu de l'article précédent ont la libre entrée des établissements désignés à l'article 1er.

Ils peuvent exiger la communication des carnets et du registre prescrits par l'article 21.

Les chefs d'entreprise, patrons, gérants, préposés et ouvriers sont tenus de fournir aux inspecteurs les renseignements qu'ils demandent pour s'assurer de l'observation de la loi.

En cas d'infraction à la loi, les inspecteurs dressent des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve contraire.

Une copie du procès-verbal sera, dans les quarante-huit heures, remise au contrevenant à peine de nullité.

Art. 21. Les enfants au-dessous de 16 ans, ainsi que les filles et les femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, doivent être porteurs d'un carnet qui leur sera délivré gratuitement par l'administration communale du lieu de leur domicile ou, à défaut de domicile connu, du lieu de leur résidence, et qui indiquera leurs nom et prénoms, la date et le lieu de leur naissance, leur domicile, les noms, prénoms et domicile, soit de leurs père et mère, soit du tuteur.

Les carnets seront confectionnés d'après un modèle déterminé par arrêté royal.

Les extraits des registres des actes de l'état civil et tous autres nécessaires pour la tenue du carnet seront délivrés sans frais.

Les extraits des registers des actes de l'état civil et tous autres nécessaires pour la tenue du carnet seront délivrés sans frais.

Les chefs d'entreprise, patron ou gérants tiennent un registre d'inscription portant les indications énumérées au premier alinéa du présent article.

Art. 22. Les chefs d'entreprise sont obligés d'afficher les tableaux qui seront reconnus nécessaires pour le contrôle.

Ils doivent se conformer à toutes autres prescriptions établies par arrêté royal.

Art. 23. Les chefs d'entreprise, patrons, directeurs ou gérants qui auront sciemment contrevenu aux prescriptions de la présente loi et des arrêtés relatifs à son exécution, seront punis d'une amende de 26 à 100 francs. Le minimum de l'amende sera porté à 50 francs en cas d'infraction à l'article 2 de la présente loi.

L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y a eu de personnes employées en contravention à loi ou aux arrêtés, sans que la somme des peines puisse excéder 1,000 francs.

En cas de récidive dans les cinq ans à partir de la condamnation antérieure, les peines seront doublées sans que le total des amendes puisse dépasser 2,000 francs.

Art. 24. Les chefs d'entreprise, patrons, propriétaires, directeurs ou gérants qui auront mis obstacle à la surveillance organisée en vertu de la présente loi seront punis d'une amende de 26 à 100 francs, sans préjudice, s'il y a lieu, à l'application des peines comminées par les articles 269 à 274 du Code pénal.

En cas de récidive dans les cinq ans à partir de la condamnation antérieure, la peine sera doublée.

Art. 25. Les chefs d'entreprise sont civilement responsables du payement des amendes prononcées à charge de leurs directeurs ou gérants.

Art. 26. Seront punis d'une amende de 1 à 25 francs les père, mère ou tuteur qui auront fait ou laissé travailler leur enfant ou pupille contrairement aux prescriptions de la présente loi.

En cas de récidive dans les douze mois à partir de la condamnation antérieure, l'amende pourra être portée au double.

Art. 27. Par dérogation à l'article 100 du Code pénal, le chapitre VII et l'article 85 du livre 1er de ce code sont applicables aux infractions prévues par la présente loi. Toutefois l'articles 85 dudit code ne sera pas appliqué en cas de récidive.

Art. 28. L'action publique résultant d'une infraction aux dispositions de la présente loi sera prescrite après une année révolue, à compter du jour où l'infraction a été commise.

Art.29. Tous les trois ans, le Gouvernement fera rapport aux Chambres sur l'exécution et les effets de la loi.

Art. 30. Dans les entreprises de peignage et de filature de la laine, les dispositions de la présente loi ne seront applicables aux femmes majeures qu'à partir du 1er janvier 1920.

WET OP DEN ARBEID VAN VROUWEN EN KINDEREN.

Art. 1. Is onderworpen aan het stelsel dezer wet, de arbeid verricht:

1o. In mijnen, bergwerken, steengroeven, werven;

2o. In de werkhuizen, manufacturen, fabrieken,

werkplaatsen, spijshuizen, drankslijterijen en op de kantoren van nijverheids- en handelsondernemingen;

3o. In gestichten als gevaarlijk, ongezond of hinderlijk gerangschikt, alsmede in die waar de arbeid geschiedt met behulp van stoomketels of werktuiglijke beweegkracht;

4o. In havens, losplaatsen, statiën;

5o. In het vervoer te land of te water.

De bepalingen der wet zijn van toepassing op openbare zoowel als op bijzondere gestichten, zelfs dan wanneer zij een karakter van vakonderwijs of van weldadigheid bezitten.

Zijn uitgezonderd:

De werken verricht in gestichten waar alleen familieleden gebruikt worden, onder het gezag 't zij van den vader of de moeder, 't zij van den voogd, mits die gestichten niet als gevaarlijk, ongezond of hinderlijk gerangschikt zijn of er de arbeid niet geschiede met behulp van stoomketels of werktuiglijke beweegkracht.

Art. 2. Het is verboden kinderen beneden 14 jaar arbeid te doen verrichten.

Evenwel wordt de leeftijdsgrens tot 13 jaar teruggebracht voor de kinderen, die in het bezit zijn van een bewijs van lagere studiën afgeleverd overeenkomstig de wet tot invoering van leerplicht en wijziging van de wet tot regeling van het lager onderwijs.

De bepalingen van dit artikel en die van artikel 10 zijn van toepassing zelfs op den arbeid, die te huis wordt verricht voor rekening van een hoofd van onderneming.

Art. 3. Kinderen beneden 16 jaar mogen niet aan den arbeid gebezigd worden na 9 uur 's avonds noch vóór 5 uur 's morgens.

Art. 4. De Koning zal den duur van den dagelijkschen arbeid, alsook den duur en de voorwaarden van

den rusttijd regelen, wat aangaat kinderen beneden 16 jaar, alsmede meisjes en vrouwen boven 16 en beneden 21 jaar, dit alles naar gelang van den aard der bezigheid waartoe zij gebruikt worden en volgens de noodwendigheden der nijverheidstakken, beroepen of ambachten.

Kinderen beneden 16 jaar, alsmede meisjes of vrouwen boven 16 jaar en beneden 21 jaar, zullen niet langer aan den arbeid mogen gebezigd worden dan twaalf uren per dag, verdeeld door rusttijden waarvan de geheele duur niet minder dan anderhalf uur zal bedragen.

Aan de hoofden van onderneming is het verboden die personen te belasten met overwerk, dat zij te huis moeten verrichten buiten den tijd, bepaald bij deze wet of bij de uitvoeringsbesluiten.

Art. 5. Jongens beneden 14 jaar, alsmede vrouwen zonder onderscheid van leeftijd, mogen niet voor ondergrondsche arbeiden in mijnen, bergwerken en steengroeven gebezigd worden.

Art. 6. Vrouwen mogen niet aan den arbeid gebezigd worden binnen de vier weken volgende op hare bevalling.

Art. 7. Nachtarbeid is aan alle vrouwen, zonder onderscheid van leeftijd, verboden.

Art. 8. De in voorgaand artikel bedoelde nachtrust moet ten minste elf achtereenvolgende uren aanloopen; tot die elf uur behoort de tijdruimte van negen uur 's avonds tot vijf uur 's morgens.

Art. 9. De Koning kan de bepalingen dezer wet toepasselijk verklaren op elk anderen arbeid, die de gezondheid of de zedelijkheid der kinderen in gevaar brengen kan.

Art. 10. De Koning kan machtiging verleenen, kinderen van 13 tot 14 jaar en, totdat de vierde graad is ingericht, doch uiterlijk tot 1 Januari 1920, kinderen

van 12 tot 14 jaar, arbeid te doen verrichten gedurende een bepaald getal uren per dag, gedurende een bepaald getal dagen, en onder bepaalde voorwaarden, en wel naar de vereischten van het lager onderwijs en van het beroepsonderwijs, naar den aard van den arbeid en de behoeften van de nijverheidstakken, bedrijven of ambachten.

Art. 11. De Koning kan echter onvoorwaardelijk of voorwaardelijk machtiging verleenen, den arbeid van meerderjarige vrouwen in de spijshuizen en drankslijterijen later te doen eindigen dan te negen uur 's avonds, mits de tijdruimte tusschen het eindigen en het hernemen van den arbeid ten minste elf uur bedraagt.

Art. 12. De Koning kan onvoorwaardelijk of onder zekere voorwaarden het gebruik machtigen van jongelingen boven 14 jaar, na 9 uur 's avonds en vóór 5 uur 's morgens, waar het arbeid geldt die uit zijnen aard onderbroken noch uitgesteld, of slechts op gestelde uren verricht kan worden.

Wat aangaat den arbeid in de mijnen, kan de Koning insgelijks machtiging geven tot het bezigen aan nachtarbeid van zekere reeksen van werklieden boven 14 jaar.

Dergelijke machtiging zal kunnen verleend worden, voor een bepaalden tijd, door de gouverneurs, op verslag van den bevoegden opziener, voor alle nijverheidstakken of alle ambachten, in geval van werkstilstand voortkomende uit heirkracht of in uitzonderlijke omstandigheden.

Het besluit van den gouverneur zal ophouden van kracht te zijn indien het binnen de tien dagen zijner dagteekening niet goedgekeurd wordt door den Minister tot wiens ambtsbevoegdheid de nijverheidspolitie behoort.

De machtiging, overeenkomstig de twee voorgaande alineas, zal niet kunnen verleend worden dan voor hoogstens twee maanden; zij zal kunnen vernieuwd worden nadat de bevoegde opziener gehoord is geworden.

Art. 13. De Koning kan verbieden kinderen beneden 16 jaar, alsook meisjes en vrouwen boven 16 en beneden 21 jaar, te bezigen aan arbeid welke boven hunne krachten gaat of welke het gevaarlijk zijn zou hun te laten verrichten.

Hij kan verbieden, of slechts voor een zeker getal uren per dag, voor een zeker getal dagen of onder zekere voorwaarden, toelaten, kinderen beneden 16 jaar, alsook meisjes en vrouwen boven 16 en beneden 21 jaar, te bezigen aan arbeid welke als ongezond erkend is.

Art. 14. De Koning mag afwijkingen van de bepalingen van artikel 7 en 8 toelaten in bedrijven waar wordt gearbeid, hetzij aan grondstoffen, hetzij aan in bewerking zijnde stoffen, welke vatbaar zijn voor zeer snel bederf en anders onvermijdelijk verloren zouden gaan.

Art. 15. Wanneer in eene onderneming, uit hoogere macht eene afbreking, welke niet te voorzien en niet van geregelden aard is, voorkomt, dan mag het verbod omtrent nachtarbeid (Art. 7) opgeheven worden ten gevolge eener machtiging verleend overeenkomstig artikel 12, 3e, 4e en 5e lid dezer wet.

Art. 16. In de bedrijven onderhevig aan den invloed der jaargetijden, mag de duur van onafgebroken nachtrust (Art. 8) zestig dagen 's jaars gebracht worden op tien uur.

De bedrijven worden bepaald bij koninklijk besluit. Het besluit stelt vast onder welke vereischten het hoofd der onderneming, dat van het in dit artikel voor-

zien recht gebruikt maakt, den arbeidsopziener daarvan dient kennis te geven.

Art. 17. De uitzonderlijke omstandigheden mag de onafgebroken nachtrust, zestig dagen 's jaars, gebracht worden op tien uur, krachtens eene machtiging verleend overeenkomstig artikel 12, 3e en 4e lid dezer wet.

Art. 18. Ten einde de hem bij artikels 4, 9-16 dezer wet gegeven opdracht te volbrengen raadpleegt de Koning:

1o. De bevoegde afdeelingen der nijverheids- en arbeidsraden;

2o. Den hoogeren gezondheidsraad;

3o. Den hoogeren arbeidsraad.

Die verschillende raden brengen hun advies uit binnen de twee maanden nadat het hun wordt gevraagd, zoo niet wordt het niet in acht genomen.

Art. 19. Ambtenaars door de Regeering aangeduid houden toezicht op de uitvoering dezer wet, onverminderd de verrichtingen die aan de ambtenaren van de rechterlijke politie zijn opgelegd.

Hunne ambtsbevoegdheid wordt bij koninklijk besluit bepaald.

Art. 20. De ambtenaars aangeduid krachtens het voorgaande artikel, hebben vrijen toegang tot de gestichten vermeld onder artikel 1.

Zij mogen mededeeling eischen van de boekjes en van het register bij artikel 21 voorgeschreven.

De hoofden van onderneming, patroons, beheerders, beambten en werklieden zijn gehouden aan de inspecteurs de inlichtingen te verschaffen die zij vragen om zich te verzekeren dat de wet wordt nageleefd.

In geval van inbreuk op de wet, maken de inspecteurs processen-verbaal op die rechtsgeldig zijn tot bewijs van het tegenovergestelde.

Een afschrift van het proces-verbaal zal den over-

treder binnen de acht en veertig uren overhandigd worden, op straf van nietigheid.

Art. 21. Kinderen beneden 16 jaar, alsook meisjes en vrouwen boven 16 en beneden 21 jaar, moeten in bezit zijn van een boekje dat hun kosteloos zal afgeleverd worden door het gemeentebestuur van hun wettig woonverblijf of, zoo het wettig woonverblijf niet gekend is, van hunne woonplaats; in dit boekje worden opgegeven naam en voornamen, geboortedag en -plaats, wettig woonverblijf, namen, voornamen en wettig woonverblijf hetzij van vader en moeder, hetzij van den voogd.

De boekjes zullen vervaardigd worden naar een model bij koninklijk besluit vastgesteld.

Uittreksels van de registers der akten van den burgerlijken stand en alle andere uittreksels benoodigd tot het bijhouden van het boekje zullen kosteloos afgeleverd worden.

De hoofden van onderneming, patroons of beheerders houden een inschrijvingsregister waarop de aanduidingen onder het 1e lid van dit artikel opgesomd, ingeschreven worden.

Art. 22. De hoofden van onderneming zijn gehouden de tabellen aan te plakken, welke voor het toezicht noodig zijn bevonden.

Zij moeten zich gedragen naar al de andere voorschriften, bij koninklijk besluit bepaald.

Art. 23. Hoofden van onderneming, patroons, bestuurders of beheerders die wetens en willens de bepalingen dezer wet en der besluiten voor hare uitvoering overtreden, zullen gestraft worden met eene geldboete van 26 tot 100 frank. Bij overtreding van artikel 2 dezer wet, wordt het minimum der boete gebracht op 50 frank.

De geldboete zal toegepast worden zooveel maal als

er personen in strijd met de wet of met de besluiten werden gebezigd, zonder dat de gezamenlijke boeten 1,000 frank mogen overtreffen.

Bij hervalling binnen de vijf jaren na de vorige veroordeeling, zullen de straffen verdubbeld worden, zonder dat de gezamenlijke boeten 2,000 frank mogen overtreffen.

Art. 24. Hoofden van onderneming, patroons, eigenaars, bestuurders of beheerders welke het toezicht belemmeren door deze wet voorgeschreven zullen gestraft worden met eene geldboete van 26 tot 100 frank, desnoods onverminderd de toepassing der straffen voorzien door artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek.

Bij hervalling binnen de vijf jaren na de vorige veroordeeling, zal de straf verdubbeld worden.

Art. 25. De hoofden van onderneming zijn burgerlijk verantwoordelijk voor de betaling der geldboeten die ten laste hunner bestuurders of beheerders uitgesproken worden.

Art. 26. Zullen gestraft worden met geldboete van 1 tot 25 franken, de vader, moeder of voogd die hun kind of pleegkind zullen doen of laten arbeiden in strijd met de voorschriften dezer wet.

Bij hervalling binnen de twaalf maanden na de vorige veroordeeling, zal de vorige geldboete kunnen verdubbeld worden.

Art. 27. Bij afwijking van artikel 100 van het Strafwetboek, zijn hoofdstuk VII en artikel 85 van boek I van dat wetboek van toepassing op de bij deze wet voorziene overtredingen. Evenwel wordt artikel 85 van gezegd wetboek niet toegepast in geval van herhaling.

Art. 28. De openbare actie, voorspruitende uit eene overtreding dezer wet, zal vervallen zijn een vol jaar na den dag waarop de overtreding begaan werd.

Art. 29. Alle drie jaren zal de Regeering over de uit-

voering en de uitwerkselen der wet verslag doen aan de Kamers.

Art. 30. In de wolkammerijen en -spinnerijen evenwel zijn voorgaande bepalingen slechts van 1 Januari 1920 op de meerderjarige vrouwen van toepassing.

No. 21. — 18. DEZEMBER 1914. Pag. 73.

EINFUHRVERBOT.

Es ist verboten, Siedesalz, Seesalz und Steinsalz aus den mit dem Deutschen Reiche im Kriegszustande befindlichen Staaten unmittelbar oder mittelbar nach den besetzten Gebieten Belgiens einzuführen.

Dieses Verbot tritt sofort in Kraft.

Brüssel, den 10. Dezember 1914.

Il est défendu d'importer du sel sauné, du sel marin et du sel gemme des pays étant en état de guerre avec l'Empire allemand dans les parties occupées de la Belgique.

Cette défense entre en vigueur immédiatement.

Bruxelles, le 10 décembre 1914.

Het is verboden, keetzout, zeezout en klipzout uit de met het Duitsche Rijk in oorlogstoestand zijnde staten middellijk of onmiddellijk naar de bezette deelen van België in te voeren.

Brussel, den 10n December 1914.

VERORDNUNG. Pag. 74.

Alle belgischen Gesetze und Verordnungen über die Miliz und die Garde civique werden ausser Kraft gesetzt.

Frühere Ubertretungen der darin enthaltenen Vorschriften sind straffrei und ziehen keinerlei Folgen nach sich. Insbesondere ist die Heirat, die Erteilung eines Passes oder einer Gewerbesteuerbescheinigung, oder die Anstellung im Dienste des Staates, der Provinz oder der Gemeinde unabhängig von dem Nachweise der Befolgung dieser Gesetze und Verordnungen.

Die vom Generalgouverneur zur Ueberwachung der bisherigen Mitglieder der Miliz und der Garde civique und zur Verhinderung der Rekrutierung der Heeres getroffenen oder noch zu treffenden Anordnungen werden durch diese Verordnung nicht berührt.

Brüssel, den 12. Dezember 1914.

Toutes les lois et tous les arrêtés belges sur la milice et la garde civique sont suspendus.

Les contraventions aux prescriptions des dites lois et arêtés, commises avant la publication du présent arrêté, restent impunies et n'entraînent pour le contrevenant aucune conséquence préjudiciable.

Aucune justification de l'observation des dites lois et arrêtés n'est requise notamment pour la célébration d'un mariage, la demande et la délivrance d'un passeport ou d'une patente, ni pour la désignation à un emploi d'Etat, un emploi provincial ou communal.

Le présent arrêté ne modifie en rien les dispositions prises ou à prendre par le Gouverneur Général relativement à la surveillance des anciens membres de la milice et de la garde civique et relatives au recrutement de l'armée.

Bruxelles, le 12 décembre 1914.

Alle Belgische Wetten en Verordeningen betrekke-

lijk de Militie en de Burgerwacht houden op van kracht te zijn.

Vroegere overtredingen van de daarin bevatte voorschriften blijven straffeloos en zonder gevolgen. In 't bijzonder is het huwelijk, het toestaan van eenen pas of een bewijs van bedrijfsbelasting, of de benoeming in den dienst van Staat, Provincie of Gemeente, onafhankelijk van het bewijs van naleving dezer wetten en verordeningen.

De door den Generaal Gouverneur tot bewaking der gewezen militairen en burgerwachten en tot beletten der oproeping voor het leger getroffen of nog te treffen schikkingen vallen niet onder toepassing dezer verordening.

Brussel, den 12n December 1914.

No. 22. — 19. DEZEMBER 1914. Pag. 75.

VERORDNUNG.

Bis auf weiteres wird der Ueberzoll für Margarine aufgehoben, sodass fortan für die aus dem Ausland in das besetzte belgische Gebiet eingeführte Margarine, ebenso wie für die im Inlande hergestellte Margarine, nur die beim Eingang über die Grenze zu erhebende Verbrauchsabgabe von 5 Francs für 100 kg. zu entrichten ist.

Ausländisches Mehl aus Getreide, das nachweislich dem Comité national de secours et d'alimentation zugeführt wird, kann bis auf weiteres zollfrei gelassen werden.

Brüssel, den 17. Dezember 1914.

Les surtaxes prélevées sur la margarine sont suspendues jusqu'à nouvel ordre. Désormais, la margarine

introduite de l'étranger dans le territoire occupé de la Belgique n'est plus sujette, tout comme la margarine fabriquée dans le pays, qu'au prélévement de l'impôt de consommation de 5 francs par 100 kilos au moment de l'entrée dans le pays.

La farine étrangère faite de blé, qui est justifiée devoir être livrée au Comité national de secours et d'alimentation peut être admise jusqu'à nouvel ordre, exempte de droit de douane.

Bruxelles, le 17 décembre 1914.

Tot nader order wordt de overtol voor margarine opgeheven, zoodat voortaan voor de uit het buitenland in de bezette streken in België ingevoerde margarine, zooals voor de in het binnenland vervaardigde margarine, enkel de bij den ingang over de grens te hevende verbruiksbelasting van 5 frank voor 100 kilogram te ontrichten is.

Buitenlandsch meel uit graan dat nawijsbaar aan het Comité national de secours et d'alimentation toegevoerd wordt, kan tot op nader order tolvrij gelaten worden.

Brussel, den 17n December 1914.

VERORDNUNG. Pag. 76.

Die durch die Verordnung von 20. November 1914 (N. 14 des Gesetz- und Verordnungsblattes für die okkupierten Gebiete Belgiens) bis zum 31. Dezember d. J. verlängerte Frist für Protesterhebungen und sonstige zur Wahrung des Regresses bestimmte Rechtshandlungen wird hierdurch bis zum 31. Januar 1915 verlängert.

Brüssel, den 18. Dezember 1914.

Les délais pendant lesquels doivent être faits les protêts et autres actes conservant les recours, délais prorogés par l'arrêté du 20 novembre 1914 (No. 14 du Bulletin officiel des Lois et Arrêtés pour le territoire belge occupé), sont prorogés à nouveau par le présent arrêté jusqu'au 31 janvier 1915.

Bruxelles, le 18 décembre 1914.

De door de verordening van 20 November 1914 (Wet- en Verordeningsblad voor de bezette streken van België nr. 14), tot 31 December 1914 verlengde termijn voor protestverheffingen en andere tot waring van regres bestemde rechtshandelingen wordt hierdoor tot den 31 Januari 1915 verlengd.

Brussel, den 18n December 1914.

VERORDNUNG. Pag. 76.

Die Verordnung des Königs der Belgier vom 3. August 1914 betreffend die Zurückziehung von Bankguthaben bleibt mit der Einschränkung, die sie durch Verordnung des Königs der Belgier vom 6. August 1914 und mit der Erweiterung, die sie durch Verordnung vom 23. September 1914 (Nr. 4 des Gesetz- und Verordnungsblattes für die okkupierten Gebiete Belgiens) erfahren hat, bis zum 31. Januar 1915 in Kraft.

Brüssel, den 18. Dezember 1914.

L'arrêté du Roi des Belges du 3 août 1914, concernant le retrait de fonds sur les dépôts en banque, reste en vigueur jusqu'au 31 janvier 1915 avec la restriction qu'il a subie par suite de l'arrêté du Roi des Belges du 6 août 1914 et avec l'extension qui lui a été donnée par l'arrêté du 23 septembre 1914 (No. 4 du Bulletin

officiel des lois et arrêtés pour le territoire belge occupé).

Bruxelles, le 18 décembre 1914.

De verordening des Konings der Belgen van 3 Augusti 1914 betrekkelijk de terugtrekking van banktegoed blijft met de beperking, die zij door de verordening des Konings der Belgen van 6 Augusti 1914 en met de uitbreiding, die zij door de verordening van 23 September 1914 (Wet- en Verordeningsblad voor de bezette streken van België, nr. 4) verkregen heeft, tot 31 Januari 1915 in kracht.

Brussel, den 18n December 1914.

No. 23. — 23. DEZEMBER 1914. Pag. 79.

VERORDNUNG.

Sämtliche Läger an Benzin, Benzol, Petroleum, Spiritus, Glycerin, Oelen und Fetten jeder Art. Toluol, Carbid, Rohgummi und Gummiabfällen, sowie Automobilreifen sind unverzüglich unter Angabe von Menge und Lagerplatz den zuständigen Kreischefs oder Kommandanturen schriftlich anzuzeigen.

Die Militärbehörde entscheidet, ob die angezeigte Ware angekauft oder für den Verbrauch und Handel freigegeben wird.

Im Falle, dass einzelne oben erwähnter Waren weiterhin fabrikmässig hergestellt oder nach Belgien eingeführt werden, muss dies ebenfalls angezeigt werden.

Unterbleibt die Anzeige, so wird die Ware für den Staat eingezogen und der Schuldige von der Militärbehörde bestraft.

Brüssel, den 11. Dezember 1914.

Tous dépôts de benzine, benzol, pétrole, esprit de vin, glycérine, huiles et graisses de tout genre, toluol, carbure, caoutchouc brut et déchets de caoutchouc, ainsi que de pneumatiques d'automobile, doivent être déclarés sans retard aux chefs de district ou Kommandantures respectifs. La déclaration indiquera la quantité et l'emplacement du dépôt.

L'autorité militaire décide, si les marchandises déclarées seront achetées ou laissées libres pour l'usage et le commerce.

Dans le cas où certains de ces articles susmentionnés continueraient à être fabriqués ou à être importés en Belgique, une déclaration est également nécessaire.

Au cas que la déclaration n'aurait pas été faite, les marchandises seront confisquées au profit de l'Etat et le coupable sera puni par l'autorité militaire.

Bruxelles, le 11 décembre 1914.

Alle stapels benzine, benzol, petroleum, spiritus, glycerine, allerhande oliën en vetten, toluol, carbure, ruw gummi en gummi-afvallen, alsmede automobielbanden, moeten zonder uitstel, onder aangifte van hoeveelheid en stapelplaats, den bevoegden Kreitschefs of Kommandanturen schriftelijk aangemeld worden.

De krijgsoverheid beslist of de aangegeven ware aangekocht of voor het gebruik en den handel zal vrijgelaten worden.

In geval enkele der hierboven opgenoemde waren verder fabriekmatig vervaardigd of naar België ingevoerd worden, moet dit eveneens aangemeld worden.

Wordt de aangifte verzuimd, zoo wordt de ware door den Staat verbeurd verklaard en de overtreder door de krijgsoverheid gestraft.

Brussel, den 11n December 1914.

No. 24. — 24. DEZEMBER 1914. Pag. 81.

VERORDNUNG.

Ich erteile der Société Générale de Belgique das ausschliessliche Recht zur Ausgabe von Banknoten zunächst für die Dauer eines Jahres. Die Ausgabe der Banknoten hat durch ein Noten-Departement zu geschehen, dessen Geschäfte von den übrigen Geschäften der Bank vollkommen zu trennen sind. Die Noten der Société Générale de Belgique erhalten Zwangskurs. Das Statut, welches die Organisation des Noten-Departements der Société Générale de Belgique regelt, erscheint im Gesetz- und Verordnungsblatt für die okkupierten Gebiete Belgiens. Zum Regierungskommissar bei dem Noten-Departement der Société Générale de Belgique ernenne ich Herrn Felix Somary.

Die Belgische Nationalbank darf vom heutigen Tage ab weder neue Noten ausgeben, noch Noten wieder in den Verkehr bringen, die an sie zurückgeflossen sind oder in Zukunft zurückfliessen. Der Generalkommissar für die Banken in Belgien wird ermächtigt, alle erforderlichen Massnahmen zu treffen und Ausnahmen von diesem Verbot in besonderen Fällen zuzulassen. Uebertretungen des Verbotes werden mit Gefängnis nicht unter zwei Jahren und mit Geldstrafe nicht unter 100,000 Fr. bestraft. Der Versuch ist strafbar. Zuständig zur Aburteilung sind die Militärgerichte.

Brüssel, den 22. Dezember 1914.

J'accorde à la Société Générale de Belgique, au début pour une période d'un an, le privilège exclusif d'émettre des billets de banque. L'émission des billets

de banque devra se faire par un département d'émission dont les affaires doivent être gérées séparément des autres opérations de la banque. La loi organique de ce département d'émission de la Société Générale de Belgique sera publiée au Bulletin officiel des lois et arrêtés pour le territoire belge occupé. Je nomme commissaire du Gouvernement auprès du département d'émission de la Société Générale de Belgique M. Félix Somary.

A partir de ce jour, il est interdit à la Banque Nationale de Belgique d'émettre des billets ou de remettre en circulation ceux de ses billets qui lui sont rentrés ou qui lui rentreront. Le commissaire général pour les banques en Belgique est autorisé à prendre toutes les mesures à ce nécessaires et à admettre, le cas échéant, des exceptions. Toute infraction à cette interdiction sera punie d'un emprisonnement d'au moins deux ans et d'une amende d'au moins 100,000 francs. La tentative est punissable. La connaissance des infractions au présent arrêté est uniquement de la compétence des tribunaux militaires.

Bruxelles, le 22 décembre 1914.

Aan de Société Générale de Belgique ken ik uitsluitend het recht toe, aanvankelijk voor den duur van één jaar, om banknoten uittegeven. De uitgifte der banknoten moet door een banknoten-afdeeling geschieden, wier werkzaamheden volstrekt van de overige werkzaamheden der bank moeten gescheiden blijven. De banknoten der Société Générale de Belgique ontvangen dwangkoers. De standregelen, waarnaar de instelling der banknoten-afdeeling der Société Générale de Belgique wordt ingericht, verschijnen in het Wet- en Verordeningsblad voor de bezette streken van België. Tot regeeringskommissaris bij de banknoten-

afdeeling der Société Générale de Belgique benoem ik den Heer Felix Somary.

Van heden af mag de Nationale Bank van België noch nieuwe banknoten uitgeven, noch oude banknoten, die weder in haar bezit gekomen zijn of in de toekomst komen zullen, terug in omloop brengen. De Commissaris-Generaal voor de banken in België wordt gemachtigd, alle noodige maatregelen te treffen en uitzonderingen op dit verbod, in bijzondere gevallen, toe te staan. Overtredingen van het verbod worden met gevangenis van niet minder dan twee jaar en met een boete van niet minder dan 100,000 frank gestraft, De poging is strafbaar. Bevoegd tot oordeelvelling zijn de krijgsgerechtshoven.

Brussel, den 22 December 1914.

BEKANNTMACHUNG. Pag. 82.

Die Belgische Nationalbank hat auf Beschluss des belgischen Staatsministeriums vom 26. August d. Js. ihren gesamten Metallbestand, eine grosse Menge zur Ausgabe fertiger Noten, ihre Notenklischees und Notenstempel, ferner die bei ihr deponierten Werte des Staates, die von Privaten als Kaution für den Staat hinterlegen Werte, sowie die Wertpapiere der „Caisse Générale d'Epargne et de Retraite" nach London gebracht.

Eine mit Zustimmung der deutschen Regierung nach London entsandte Kommission, bestehend aus Mitgliedern des Verwaltungsrates der Nationalbank, die einen Teil dieser Werte nach Brüssel zurückbringen wollte, erhielt von der Bank von England, bei der die Werte deponiert sind, den Bescheid, dass sie sich mit dem belgischen Finanzminister in Le Hâvre ins Einvernehmen setzen solle.

Der belgische Finanzminister aber erklärte, dass er sich die Verfügung über die in England befindlichen Metallvorräte, Noten und Klischees der Nationalbank vorbehalte.

Auf den Wunsch erster belgischer Banken und Bankiers ist durch eine von ihnen vorgeschlagene führende Persönlichkeit der belgischen Industrie- und Bankwelt in Le Hâvre nochmals der Versuch gemacht worden, die Entschliessung des Finanzministers zu ändern, jedoch ebenfalls ohne Erfolg.

Die Nationalbank hat ferner im Widerspruch mit ihren Statuten, die die Gewährung von Blankovorschüssen untersagen, der belgischen Regierung grosse Summen ohne Deckung vorgeschossen. Der belgische Finanzminister hat diese Vorschüsse in Anspruch genommen mit der wörtlichen Begründung, dass sie „den Charakter einer Requisition trügen, der die Bank zu gehorchen habe, obgleich sie ein Privatinstitut sei". (Brief des Finanzministers an die Nationalbank vom 20. August d.Js.).

Das Verhalten der Nationalbank und des Finanzministers ist wider Recht und Gesetz. Es verletzt die von der belgischen Regierung der Nationalbank gegebene Verfassung auf das schwerste und stellt das Land vor eine grosse Gefahr. Denn der belgische Finanzminister könnte den Metallvorrat der Bank, diese Reserve der Volkswirtschaft, direkt oder indirekt zu Kriegszwecken verwenden. Dadurch würde die Grundlage des Notenumlaufs von rund 1600 Millionen Francs erschüttert werden. Alles dies bedroht die Lebensinteressen der belgischen Bevölkerung auf das ernsteste. Die deutsche Regierung steht vor der Möglichkeit, dass die belgische Regierung Noten eines im okkupierten Gebiete Belgiens befindlichen Instituts zur Unter-

stützung feindlicher Handlungen gegen die deutsche Regierung ausgibt.

Aus allen diesen Gründen sehe ich mich gezwungen, der Belgischen Nationalbank das Recht der Notenausgabe zu entziehen und den Gouverneur sowie den Staatskommissar dieses Instituts abzurufen.

Die rechtmässig ausgegebenen Noten der Nationalbank behalten Zwangskurs.

Um das Wirtschaftsleben des Landes vor einer Katastrophe zu bewahren, habe ich dem ältesten belgischen Bankinstitut, der Société Générale de Belgique, das Notenprivileg erteilt. Die Noten dieses Instituts erhalten Zwangskurs. Das Notendepartement der Société Générale de Belgique wird die Möglichkeit haben, in voller Freiheit und auf solidester Grundlage die Bedürfnisse von Handel, Industrie und Landwirtschaft zu befriedigen. Sie wird den Abbau des Moratoriums herbeiführen helfen. Die Zivilverwaltung wird gemeinsam mit der Société Générale de Belgique insbesondere auch die Frage untersuchen, welche Schritte eingeleitet werden können, um den Besitzern der Einlagen bei der Caisse Générale d'Epargne et de Retraite und diesem Institut selbst zu ihrem Eigentum wieder zu verhelfen, das gegenwärtig widerrechtlich in der Bank von England festgehalten wird.

Brüssel, den 22. Dezember 1914.

Le Banque Nationale d Beelgique a transféré à Londres, à la suite d'une décision du conseil des ministres belge en date du 26 août de cette année, la totalité de son encaisse métallique, une grande quantité de billets de banque prêts à être émis, ses clichés et ses poinçons, ainsi que les valeurs de l'Etat déposées chez

elle, les cautionnements déposés par des tiers et les titres de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite.

Une mission, composée de membres du conseil d'administration de la Banque Nationale de Belgique, qui avait pour but de rapporter une partie de ces valeurs, fut envoyée à Londres avec l'assentiment du gouvernement allemand. Mais la Banque d'Angleterre, chez laquelle ces valeurs sont déposées, leur répondit qu'ils devaient se mettre d'accord avec le Ministre des finances belge au Hâvre. Celui-ci déclara qu'il se réservait de disposer de l'encaisse métallique, des billets et des clichés de la Banque Nationale de Belgique déposés en Angleterre.

A la demande de plusieurs premiers établissements de crédit et banquiers belges, une personnalité éminente du monde de la finance et de l'industrie belge, présentée par eux, fit une nouvelle tentative auprès du Ministre des finances belge pour le faire revenir sur sa décision; mais cette démarche n'eût pas plus de succès.

La Banque Nationale de Belgique a de plus avancé au Gouvernement belge des sommes considérables sans couverture, en contradiction avec ses statuts lui interdisant des opérations de crédit à découvert. Le Ministre des finances belge s'est fait accorder ces avances en les justifiant textuellement ainsi: „qu'elles devaient être considérées comme ayant le caractère de réquisition à laquelle, malgré son caractère d'institution privée, la banque était obligée d'obtempérer". (Lettre du 20 août 1914 du Ministre des finances belge adressée à la Banque Nationale de Belgique.)

Les procédés de la Banque Nationale de Belgique et du Ministre des finances belge sont contraires à la loi et aux statuts. Ils violent la loi organique par laquelle le Gouvernement belge a institué la Banque Nationale de Belgique et exposent le pays à un grave danger.

Car le Ministre des finances belge pourrait employer directement ou indirectement aux besoins de la guerre l'encaisse métallique de la banque, la réserve financière du pays. La base même de la circulation fiduciaire d'environ 1,600,000,000 francs s'en trouverait ébranlée. Tout cela menace au plus haut degré les intérêts vitaux du peuple belge. Le Gouvernement allemand se trouve devant la possibilité que le Gouvernement belge émette, pour soutenir des actions hostiles envers le Gouvernement allemand, les billets d'une banque opérant dans le territoire occupé de la Belgique.

Pour toutes ces raisons je me vois obligé de retirer à la Bankue Nationale de Belgique le privilège d'émission des billets de banque et de révoquer le Gouverneur et le Commissaire nommés par le Gouvernement belge.

Les billets légalement émis par la Banque Nationale de Belgique continueront à avoir cours forcé.

Pour éviter une catastrophe économique au pays j'ai accordé le privilège d'émission de billets de banque au plus ancien établissement financier du pays, la Société Générale de Belgique. Les billets de cette banque auront cours forcé. Le département d'émission de la Société Générale de Belgique aura la possibilité de satisfaire aux besoins du commerce, de l'industrie et de l'agriculture en pleine liberté et sur les bases les plus solides. La Société Générale de Belgique aidera à supprimer graduellement le moratoire. Le Gouvernement Civil, d'accord avec la Société Générale, examinera aussi les mesures à prendre pour remettre la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite et ses déposants en possession de leur bien actuellement retenu contre tout droit à la Banque d'Angleterre.

Bruxelles, le 22 décembre 1914.

De Nationale Bank van België heeft naar een besluit van het Belgische Staatsministerie van 26 Augustus d. js. haren gezamenlijken metaalvoorraad, eene groote hoeveelheid ter uitgifte bereide banknoten, hare banknotenclichés en -stempel, naast de bij haar neergelegde Staatswaarden, de door bijzonderen als waarborg voor den Staat neergelegde waarden, alsmede de waardepapieren der Algemeene Spaar- en Lijfrentkas naar Londen overgebracht.

Eene met toestemming der Duitsche Regeering naar Londen gezonden Komissie, uit leden van den beheerraad der Nationale Bank bestaande, die een deel dezer waarden naar Brussel wilde terugbrengen, ontving van de Bank van Engeland, bij welke de waarden neergelegd zijn, het bescheid, dat zij moest zorgen met den Belgischen Minister van geldwezen te Le Hâvre het eens te zijn. De Belgische Minister van geldwezen verklaarde dat hij zich de beschikking over de in Engeland rustende metaalvoorraden, banknoten en clichés der Nationale Bank, voorbehield.

Op wensch van eerste Belgische banken en bankiers werd door een hoogen persoon der Belgische nijverheids- en bankwereld, door hen uitgekozen, te Le Hâvre nog een poging aangewend, om den Minister van geldwezen van zijn besluit aftebrengen, edoch eveneens te vergeefs.

Verder heeft de Nationale Bank, in tegenstrijd met hare standregelen, die haar het toestaan van blankovoorschotten verbieden, aan de Belgische Regeering groote bedragen zonder dekking voorgeschoten. De Belgische Minister van geldwezen heeft deze voorschotten geëischt, met de woordelijke verklaring: „dat deze het karakter eener opvordering droegen, waaraan de Bank te gehoorzamen had, ofschoon zij een privaatonderneming is." (Brief van den Minister van geld-

wezen aan de Nationale Bank van 20 Augustus v. d. j.).

De houding der Nationale Bank en van den Minister van geldwezen is in strijd met recht en wet. Zij schendt uitermate de door de Belgische Regeering aan de Nationale Bank verleende grondregeling en brengt het land in een groot gevaar; want de Belgische Minister van geldwezen zou den metaalvoorraad der Bank, dezen steunschat van het volkhuishouden, middellijk of onmiddellijk tot krijgsdoeleinden kunnen bezigen. Daardoor zou de grondslag van de banknotenomloop van rond 1,600 millioenen frank kunnen geschokt worden. Dit alles bedreigt de levensbelangen der Belgische bevolking in de hoogste mate. De Duitsche Regeering staat voor de mogelijkheid, dat de Belgische Regeering banknoten van een in 't bezette deel van België liggende inrichting tot het ondersteunen van vijandelijke ondernemingen tegenover de Duitsche Regeering uitgeve.

Om al deze redenen zie ik me genoodzaakt, de Nationale Bank van Belgie het recht om banknoten uittegeven, te ontnemen en den Gouverneur alsmede den Staatskommissaris dezer inrichting af te stellen.

De rechtmatig uitgegeven banknoten der Nationale Bank behouden dwangkoers.

Om het economische leven van het land voor eene ramp te bewaren, heb ik de oudste Belgische bankinrichting, de Société Générale de Belgique, het banknotenvoorrecht toegekend. De banknoten dezer inrichting ontvangen dwangkoers. De banknotenafdeeling der Société Générale de Belgique zal de mogelijkheid hebben, in volle vrijheid en op den stevigsten grondslag de behoeften van handel, nijverheid en landbouw te voldoen. Zij zal medehelpen aan het opheffen van het moratorium. Het Burgerlijk Bestuur zal tezamen met

de Société Générale de Belgique inzonderheid de vraag onderzoeken, welke stappen dienen aangewend te worden, om de bezitters van bewaargevingen bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentkas en deze Inrichting zelve terug in 't bezit van hunnen eigendom te stellen, die thans wederrechteijk in de Bank van Engeland teruggehouden wordt.

Brussel, den 22en December 1914.

No. 25. — 26. DEZEMBER 1914. Pag. 85.

VERORDNUNG.

Art. 1. Die direkten und indirekten Abgaben werden hinsichtlich des Grundbetrages und der Zuschlagscentimes zu Gunsten des Staates während des Jahres 1915 nach den am 31. Dezember 1914 geltenden Gesetzen und Tarifen, welche die Veranlagung und Erhebung regeln, weiter eingezogen.

Art. 2. Diese Verordnung tritt am 1 Januar 1915 in Kraft.

Brüssel, den 23. Dezember 1914.

Art. 1er. Les impôts directs et indirects, en principal et centimes additionnels au profit de l'Etat, existant au 31 décembre 1914, seront recouvrés pendant l'année 1915 d'après les lois et les tarifs qui en règlent l'assiette et la perception.

Art. 2. La présente ordonnance sera obligatoire le 1er janvier 1915.

Bruxelles, le 23 décembre 1914.

Art. 1. De rechtstreeksche en onrechtstreeksche belastingen, in principal en opcentiemen ten voordeele van den Staat bestaande op 31 December 1914, zullen

gedurende het jaar 1915, geïnd worden volgens de wetten en de tarieven welke de zetting en de heffing ervan regelen.

Art. 2. Deze wet zal verplichtend wezen van en met 1 Januari 1915.

Brussel, den 23 December 1914.

VERORDNUNG. Pag. 86.

Alle Veröffentlichungen, für welche auf Grund der belgischen Gesetzgebung eine Bekanntmachung im *Moniteur belge* oder dessen Beiblättern erfolgen muss, haben von heute ab in dem „Gesetz- und Verordnungsblatt für die okkupierten Gebiete Belgiens" oder dessen Beiblättern zu erfolgen.

Brüssel, den 23. Dezember 1914.

Toutes les publications dont l'insertion au *Moniteur belge* ou dans ses annexes est prescrite par le législation belge doivent être faites, à partir de ce jour, dans le Bulletin officiel des lois et arrêtés pour le territoire belge occupé, ou dans ses annexes.

Bruxelles, le 23 décembre 1914.

Alle bekendmakingen, die op grond der Belgische wetgeving in het Belgisch Staatsblad of Moniteur of zijne bijbladen moeten verschijnen, moeten van heden af in het „Gesetz- und Verordnungsblatt" (Wet- en Verordeningsblad) voor het bezette gebied in België of van zijn bijbladen, geschieden.

Brussel, den 23n December 1914.

VERORDNUNG. Pag. 86.

Art. 1. Die Bestimmungen der Verordnung, betreffend den Verkehr mit Kriegsbedarfsstoffen vom 26. Oktober 1914 (Nr. 10 des Gesetz- und Ver-

ordnungsblattes für die okkupierten Gebiete Belgiens) finden auch auf folgende Stoffe Anwendung: Platin, Quecksilber, Spezialstähle, Weissblech, Salzsäure, Ammoniakwasser, Teerfarbstoffe, Importhölzer in Blöcken und Stämmen, Peddigrohr, Stuhlrohr und Weidenruten, Balata, Vulkanfiber, Seide, Seidenabfälle, Seidengarne, Streichhölzer.

Art. 2. Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Brüssel, den 20. Dezember 1914.

Art. 1er. Les dispositions de l'arrêté du 26 octobre 1914, relatif au transport de matières pouvant être utilisées pour les besoins de la guerre (No. 10 du Bulletin officiel des lois et arrêtés pour le territoire occupé de la Belgique), s'appliquent également aux matières suivantes: platine, mercure, aciers spéciaux, fer blanc, acide chlorydrique, ammoniac liquide, couleurs à base de goudron, bois exotiques en blocs et en troncs, jonc pellé, joncs à canneler et verges d'osier, balata, fibre vulcanisé, soie, déchets de soie, fils de soie, allumettes.

Art. 2. Cet arrêté entre immédiatement en vigueur.

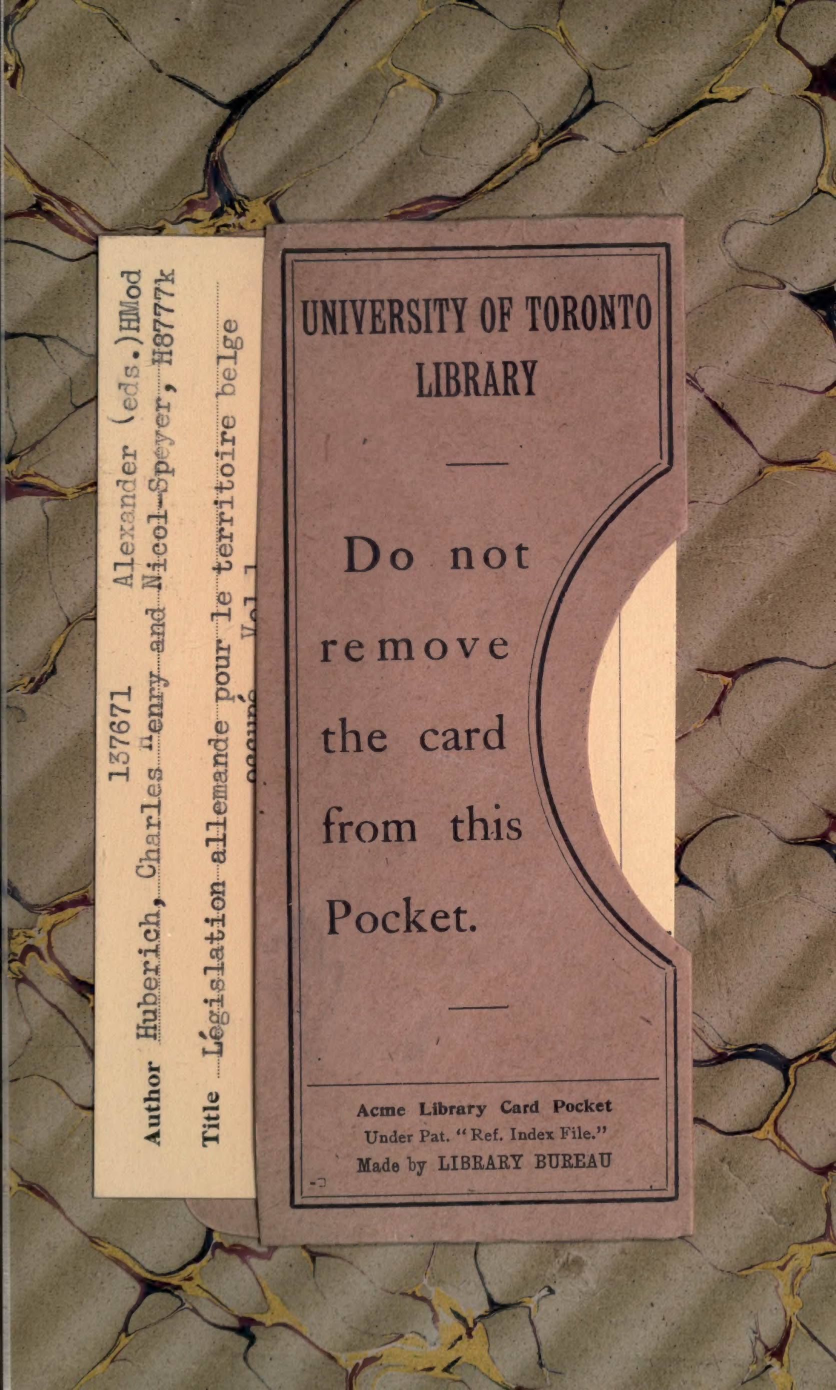
Bruxelles, le 20 décembre 1914.

Art. 1. De bepalingen der verordening, betreffend het verkeer met stoffen voor krijgsbehoeften van 26 October 1914 (No. 10 van het Wet- en verordeningsblad voor de bezette streken van België), zijn ook op de volgende stoffen toepasselijk: platina, kwikzilver, speciaal-staalsoorten, blik, zoutzuur, ammoniakwater, teerverfstoffen, invoerhoutsoorten in blokken en stammen, peddigriet, stoelriet en wilgroeden, balata, vulkaanwezels, zijde, zijdeafvallen, zijdegarens, lucifers.

Art. 2. Deze verordening wordt onmiddellijk van kracht.

Brussel, den 20n December 1914.




Author Huberich, Charles Henry and Nicol-Speyer, Alexander (eds.) HMod
137671
H8777k
Title Législation allemande pour le territoire belge
UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY
Do not remove the card from this Pocket.
Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File."
Made by LIBRARY BUREAU

